

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 24 JUILLET 2014

TOME V

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

AUTORISATIONS ACCORDEES AU TRESORIER MUNICIPAL DANS LE CADRE DU RECOUVREMENT DES RECETTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire rapporte :

L'Article R1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par le Décret n°2009-125 du 03/02/2009, précise que l'ordonnateur peut autoriser, temporairement ou de manière permanente, l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Dans le cadre de l'optimisation du recouvrement des recettes mis en place à la Ville de Montpellier et prévu dans la Convention des Services Comptables et Financiers signée le 8 janvier 2010, la possibilité donnée au comptable de recourir, sans autorisation préalable de l'ordonnateur, à la procédure de recouvrement dénommée poursuite par voie de commandement, permettra un recouvrement plus rapide des sommes dues par les débiteurs de la Ville.

De surcroît, afin de simplifier et d'améliorer l'efficacité des modalités de recouvrement, il est proposé d'une part d'autoriser le Trésorier Municipal à concentrer les procédures de recouvrement sur les créances supérieures à 30 €. Et d'autre part, d'accorder une autorisation permanente au Trésorier Municipal pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 300 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

804

- D'accorder au Trésorier Municipal une autorisation permanente de poursuite par voie de commandement envers les débiteurs de la Ville de Montpellier qui n'ont pas réglé leurs dettes suite à l'envoi de l'avis de sommes à payer et du premier rappel.
- D'autoriser le Trésorier Municipal à concentrer les procédures de recouvrement sur les créances supérieures à 30 €.
- D'accorder une autorisation permanente au Trésorier Municipal pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 300 €, ceux supérieurs à 300 € continueront de nécessiter une autorisation de l'ordonnateur.

Les recouvrements par voie de saisie continueront de nécessiter une autorisation de l'ordonnateur au cas par cas.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire et
Comptable

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2014 / 368

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Indemnité de conseil du Trésorier Municipal

Monsieur le Maire rapporte :

Conformément au décret 82-979 du 19 novembre 1982, les collectivités territoriales peuvent attribuer des indemnités aux agents des services déconcentrés de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat.

Les conditions d'attribution de cette indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux sont visées dans un arrêté ministériel du 16 décembre 1983.

Ce même arrêté autorise les comptables, exerçant les fonctions de Receveur Municipal, à fournir, à la demande de la commune concernée, des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable.

Depuis, les missions de conseil du Trésorier Municipal ont été élargies au domaine de la fiscalité dans le cadre du regroupement entre les services du Trésor et les services fiscaux au sein de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ces prestations ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement annuel par la commune d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées à l'article 4 de l'arrêté précité.

Le recours à ces prestations ainsi que l'attribution de l'indemnité de conseil doivent être validés par le Conseil Municipal conformément à l'article 2 de cet arrêté, et, en application de l'article 3, une nouvelle délibération doit être prise lors du renouvellement du Conseil Municipal ainsi que lors d'un changement de comptable du Trésor.

Monsieur Jean-Louis ESCUDIE est nommé Trésorier Municipal depuis le 1^{er} juillet 2010.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient d'adopter une nouvelle délibération relative à cette indemnité.

En conséquence, il est proposé au conseil :

- De bien vouloir solliciter les prestations de conseil du Trésorier Municipal, Monsieur Jean-Louis ESCUDIE,
- D'octroyer en conséquence à l'intéressé, pendant la durée de ses fonctions, l'indemnité de conseil au taux maximal, dans la limite du plafond calculé par référence au traitement brut annuel correspondant à l'indice majoré 150 de la fonction publique,
- D'inscrire les crédits correspondant au budget principal de la Ville pour les différents exercices (chapitre 920)

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

ESAT « LA BULLE BLEUE » - Garantie d'Emprunt - Avenant

Monsieur le Maire rapporte :

Le 23 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a accordé sa garantie pour le remboursement d'un prêt de 262 000 € à hauteur de 25% (soit 65 500 €) que l'association AMTRH Kennedy avait contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon. Ce prêt était destiné à financer l'ouverture d'un nouvel ESAT « La Bulle Bleue ».

Au terme d'un processus de fusion/absorption, l'Agence Régionale de la Santé Languedoc Roussillon a validé la disparition de l'AMTRH Kennedy au bénéfice de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Hérault (AD PEP 34).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant au contrat de prêt garanti à hauteur de 25% entre la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et l'AD PEP 34 .

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

AMTRH/ESAT ATELIERS KENNEDY
285 Rue du Mas Prunet
34070 MONTPELLIER

AVENANT A LA CONVENTION DE FUSION ABSORPTION
entre
**L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT
PUBLIC DE L'HÉRAULT**
ET
**L'ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR LE TRAVAIL ET LA
RECONNAISSANCE DES PERSONNES HANDICAPÉES**

signée le 19 juillet 2012

ARTICLE UNIQUE

L'article 12 « date de prise d'effet de la fusion » est modifié ainsi :

Les deux parties conviennent que l'entrée en vigueur de la convention est fixée au 1^{er} janvier 2013.

Cette prise d'effet serait rétroactive en cas de promulgation de l'arrêté de transfert des autorisations par l'ARS à une date postérieure.

Tous les actes de gestion effectués par l'AMTRH-KENNEDY entre le 1^{er} janvier 2013 et la date de promulgation de l'arrêté seront alors réputés avoir été accomplis pour le compte de l'AD PEP 34.

En contrepartie, l'AMTRH-KENNEDY s'engage à ne pas accomplir d'acte de gestion majeur pendant cette période sans l'accord de l'AD PEP 34.

Fait à Montpellier le 31/12/12.

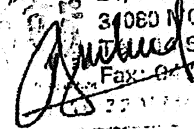
Suzy CHICLET

Présidente de l'AMTRH-KENNEDY

Yves BARBUT

Président de l'AD PEP 34


AMTRH-KENNEDY
Association Montpelliéraine pour le Travail
et la Reconnaissance des personnes Handicapées - KENNEDY
285 Rue du Mas de Prunet - 34070 MONTPELLIER
Email : amtrh@laposte.net


21, Rue Jean Giroux
34080 MONTPELLIER
Tél : 04 67 40 73 00
Fax : 04 67 41 27 00

CONVENTION FUSION-ABSORPTION

ENTRE LES SOUSIGNÉS :

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE L'HERAULT (ADPEP 34), association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège est 21 rue Jean GIROUX, à MONTPELLIER -34 080-, représentée par son Président, Monsieur Yves BARBUT, spécialement habilité aux fins des présentes par décision de l'assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 décembre 2011

Ci-après dénommée " l'association absorbante ", d'une part

ET:

L'ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR LE TRAVAIL ET LA RECONNAISSANCES DES PERSONNES HANDICAPÉES (dite AMTRH-KENNEDY), association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège est 285 rue du Mas de Prunet, à MONTPELLIER, 34070, représentée par sa présidente, Madame Suzy CHICLET, spécialement habilitée aux présentes par décision de l'Assemblée Générale en date du 24 novembre 2011

Ci-après dénommée " L'association absorbée ", d'autre part

IL A ÉTÉ CONVENU COMME SUIT DES CONDITIONS ET MODALITÉS DE LA FUSION PAR VOIE D'ABSORPTION DE L'ASSOCIATION AMTRH-KENNEDY PAR L'ASSOCIATION ADPEP 34.

ARTICLE 1: MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION PROJETÉE

Cette fusion-absorption répond à la volonté de développer le fait associatif en regroupant le potentiel de deux associations pour une meilleure efficacité dans l'intérêt des populations concernées.

L'objectif est de créer une entité dont la taille et les ressources humaines favorisent, par la mutualisation et la mise en synergie des moyens humains et matériels existants :

- L'amélioration de la qualité des prestations et services apportés aux personnes accueillies, accompagnées ou prises en charge.
- Une plus grande efficience dans l'usage des fonds publics
- Une capacité de réponse plus efficace aux appels à projets à venir

Cette nouvelle entité permettra aussi d'améliorer l'image et la crédibilité des deux associations auprès des élus, des autorités administratives, des différents partenaires et des autres associations.

Elle constituera également, pour les salariés des deux associations, un gage de solidité et de stabilité.

De plus, le regroupement, dans une même association, de femmes et d'hommes issus de milieux différents contribuera à renouveler et à élargir les instances de gouvernance associative, qui seront de ce fait plus riches, plus militantes, plus ouvertes, plus représentatives de la société civile et plus à l'écoute de ses besoins.

Enfin, chaque association trouvera dans cette fusion un intérêt propre :

- Pour l'AMTRH-KENNEDY, c'est la possibilité d'intégrer un réseau structuré aux plans régional (URPEP) et national (FGPEP) et de bénéficier de son soutien, afin de mieux garantir la pérennité de ses établissements.
- Pour l'AD PEP 34, c'est la possibilité de continuer à se développer dans le secteur médico-social, en cohérence avec les activités des PEP au niveau régional et national.

ARTICLE 2 : PROCESSUS DE FUSION

Les parties rappellent que leurs conseils d'administration respectifs ont débattu de l'éventualité d'un rapprochement entre les deux associations, par voie de fusion absorption, et ont mandaté leurs Présidents respectifs par des délibérations en date

- 13 janvier 2011 pour l'AD PEP 34
- 18 février 2011 pour l'Association AMTRH-Kennedy par AG

pour en discuter et établir les bases d'un projet de fusion qui en définit les modalités.

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires applicables, le Comité d'entreprise de l'AD PEP 34 et le Conseil Conventionnel d'Établissement de l'AMTRH_KENNEDY ont été consultés au sujet de l'opération projetée et le présent projet de fusion leur a été transmis en temps utile avec l'ensemble des informations nécessaires. (les extraits de PV de ces instances figurent en annexes)

Le projet de fusion, objet des présentes, doit être soumis à l'approbation de l'assemblée générale de l'AMTRH-KENNEDY, tenue en la forme extraordinaire et votée à la majorité qualifiée.

Si l'assemblée générale extraordinaire de l'AMTRH-KENNEDY approuve dans ces conditions le projet de fusion, il appartiendra à l'assemblée générale de l'ADPEP 34 de prendre une délibération acceptant cette fusion, les deux délibérations devant être concordantes.

ARTICLE 3 : BASES COMPTABLES DE LA FUSION

Pour établir les bases et les conditions de l'opération de fusion, ont été retenus les comptes et bilans de chacune des deux associations concernées, arrêtés au 31 décembre 2011 :

- Tels qu'approuvés par l'assemblée générale du 15 mai 2012, en ce qui concerne l'association absorbée ;
- Tels qu'approuvés par l'assemblée générale du 23 mai 2012, en ce qui concerne l'association absorbante.

Ces comptes ont servi à déterminer les éléments de l'actif et du passif, qui seront respectivement apportés par les deux associations à la nouvelle entité, ou pris en charge par cette dernière au titre de la fusion.

ARTICLE 4: MÉTHODE D'ÉVALUATION

Tous les actifs et passifs seront évalués à leur valeur comptable au 31 décembre 2011.

ARTICLE 8 : CHARGES ET CONDITIONS

A. EN CE QUI CONCERNE L'ASSOCIATION ABSORBANTE :

L'Association ADPEP 34 :

- prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance ;
- supportera tous impôts et taxes à compter de la réalisation définitive de la fusion, ainsi que toutes charges quelconques afférentes aux droits et biens apportés ;
- sera substituée, purement et simplement, dans les avantages et obligations de tous traités, marchés et conventions intervenus avec les tiers et avec le personnel relativement aux biens apportés ;
- bénéficiera et exécutera au lieu et place de l'association absorbée tous baux et locations, comme tous traités et contrats à elle consentis ;
- sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions et hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles qui peuvent être attachées aux créances incluses dans les apports ;
- sera débitrice des créanciers au lieu et place de l'association absorbée ;
- se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations et activités de la nature de celles dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toute autorisation qui pourrait, à l'avenir, être nécessaire, le tout à ses risques et périls.

B. EN CE QUI CONCERNE L'ASSOCIATION ABSORBÉE :

L'association AMTRH-KENNEDY :

- Sauf accord exprès de l'association absorbante, elle s'interdit formellement jusqu'à la date de la réalisation définitive de la fusion, fixée au jour de la levée des conditions suspensives prévues à l'article 11, d'accomplir sur les biens apportés tous actes de disposition autres que ceux relevant de la nature de son activité et concourant à la réalisation directe de son objet ;
- Elle s'interdit, de même, sous réserve de l'accord préalable de l'association absorbante, de contracter tout engagement et de conférer tout droit ne constituant pas des actes de gestion quotidienne, tels que les emprunts, hypothèques, baux, acquisitions immobilières, ou autres ;
- Au cas où la transmission de certains contrats et de certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un co-contractant, ou d'un tiers quelconque, elle sollicitera en temps utile les accords ou agréments nécessaires et en justifiera auprès de l'association absorbante ;
- Elle s'oblige à fournir à l'association absorbante tous renseignements dont elle pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer, vis-à-vis de quiconque, la transmission effective de tous les biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL CONSÉCUTIVES A LA FUSION

Les dispositions L 1224-1 et L 2261-14 du Code du Travail seront appliquées. L'association absorbante s'engage à reprendre le personnel de l'association absorbée.

Le personnel de l'association absorbée qui est, à ce jour, soumis à la même convention collective que le personnel du secteur social et médico social de l'association absorbante, continuera, après la réalisation de la fusion, à bénéficier de la dite convention.

Les dispositions collectives dont bénéficient les personnels des deux associations ne résultant pas d'une convention collective ou d'un accord collectif stricto sensu, celles-ci continueront, après la fusion, à leur être appliquées sans limitation de durée sauf dénonciation opérée par l'association absorbante, dans le respect du code du travail.

Pendant la période transitoire jusqu'à l'élection des représentants du personnel, les structures existantes continueront d'être informées et consultées dans les formes et conditions actuelles.

ARTICLE 10 : AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS

Les parties soussignées déclarent respectivement avoir déjà obtenu, en vue de l'opération de fusion projetée, les agréments et autorisations suivantes :

- En ce qui concerne l'association absorbante: Conseil d'administration du 14 décembre 2011; Assemblée générale extraordinaire du 14 décembre 2011;
- En ce qui concerne l'association absorbée: Conseil d'administration du 18 Février 2011 Assemblée générale extraordinaire du 18 février 2011

Pour les agréments et autorisations nécessaires, devant être requis par chacune des parties et non encore obtenus, chaque partie soussignée fera son affaire personnelle de les obtenir en temps opportun et d'en justifier auprès de l'autre.

ARTICLE 11 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La fusion, objet du présent projet, ne pourra devenir définitive qu'à compter du jour où les conditions suspensives ci-après énoncées seront réalisées, à savoir :

- L'approbation de la fusion absorption par l'assemblée générale extraordinaire de l'association absorbée ;
- L'approbation concordante de la fusion absorption par l'assemblée générale extraordinaire de l'association absorbante ;
- L'autorisation de transfert, par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, des autorisations de fonctionnement des établissements gérés par l'association absorbée au bénéfice de l'association absorbante.

Si les conditions suspensives ci-dessus n'étaient pas réalisées au plus tard le 31 décembre 2012, la présente convention pourrait être considérée comme nulle et non avenue à la demande formulée par l'une ou l'autre des parties, notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

des parties, notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 12 : DATE DE PRISE D'EFFET DE LA FUSION

La présente convention entrera en vigueur le jour de la levée de la dernière condition suspensive réalisée.

Toutefois sur le plan comptable elle prendra effet rétroactivement au 1 janvier 2012.

En conséquence, l'association ADPEP 34 reprendra à son compte tous les engagements pris par l'AMTRH-KENNEDY depuis cette date. Toutes les opérations actives et passives, dont l'exploitation de l'association et les biens et droits apportés auront pu faire l'objet, entre le 1^{er} janvier 2012 et la date de réalisation définitive de la fusion, seront ainsi réputées avoir été accomplies par l'association absorbée pour le compte et aux profits et risques de l'association absorbante.

ARTICLE 13: FORMALITÉS CONSÉCUTIVES A LA FUSION

Du fait de la réalisation définitive de la fusion, L'AMTRH-KENNEDY sera radiée de son inscription à la Préfecture sur la réquisition des mandataires désignés à cet effet par les assemblées générales des deux associations.

Il ne sera procédé à aucune liquidation de L'AMTRH-KENNEDY du fait de la transmission universelle du patrimoine.

Les assemblées générales de L'AMTRH-KENNEDY et des PEP 34 désigneront, chacune, un mandataire pouvant agir ensemble ou séparément, à l'effet de :

- constater, sous la forme qu'ils jugeront convenable, la réalisation définitive de la fusion et la dissolution anticipée de L'AMTRH-KENNEDY qui en est la conséquence ;
- remettre à l'AD PEP 34 les biens inclus dans l'apport fusion ;
- signer, à cet effet, tous actes utiles ;
- établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires ;
- accomplir tous actes et formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine, tant actif que passif, de L'AMTRH-KENNEDY aux PEP 34 ;
- retirer de toutes administrations, établissements et banques ou y déposer tous titres, valeurs, cautionnements et sommes appartenant à L'AMTRH-KENNEDY ;
- remplir toutes formalités, faire toutes déclarations, notamment auprès des administrations ainsi que toute signification et notification à toutes personnes et, en particulier, faire toutes démarches utiles auprès des autorités de tutelle pour requérir la radiation de L'AMTRH-KENNEDY ;
- en cas de difficulté, engager, défendre et suivre toute instance.

ARTICLE 14 : FRAIS ET DROITS

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture l'exécution des présentes incomberont à l'ADPEP 34.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Les soussignés, Yves BARBUT, Président de l'ADPEP 34 et Suzy CHICLET, Présidente de L'AMTRH-KENNEDY, ès-qualité, représentant leur association respective en ce qui concerne l'exécution des présentes et de leurs suites, font conjointement élection de domicile au siège de l'association PEP34 21 rue Jean Giroux à 34080 MONTPELLIER.

EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

FAIT A Montpellier, le 19 Juillet 2012

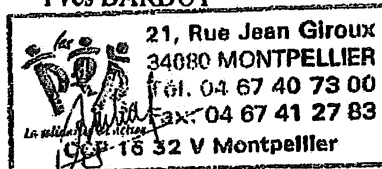
Suzy Chiclet

AMTRH-KENNEDY

Association Montpelliéraine pour le Travail
et la Reconnaissance des personnes Handicapées - KENNEDY
285 Rue du Mas de Prunet - 34070 MONTPELLIER
Email : amtrh@laposte.net

Présidente AMTRH KENNEDY

Yves BARBUT



Président de l'AD PEP34

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise Knapnougél, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Achat de vêtements de travail et Equipements de Protection Individuelle - Appel d'Offres -

Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Jacou, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone, Castries, Pignan.

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de l'achat de vêtements de travail et d'Equipements de Protection Individuelle pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Jacou, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone, Castries, Pignan, il est nécessaire de lancer un appel d'offres.

L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductibles trois fois.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Jacou, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone, Castries, Pignan, selon la convention annexée à la présente délibération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

816

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de cinq lots :

LOT 1 : Vêtements protocolaires :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT /an

Le CCAS de Montpellier, et les Communes de Jacou, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, Castries, Pignan ne participent pas à ce lot.

LOT 2 : Vêtements régie de collecte :

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 30 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 3 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Le CCAS de Montpellier, la Commune de Montpellier et les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Castries ne participent pas à ce lot.

LOT 3 : Chaussures de sécurité:

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 10 000 € HT/an.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 12 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 2 500 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, le montant estimé est de 1 370.45 € HT/an.

Pour la Commune de Castries, le montant estimé est de 1 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 1 500 € HT/an.

La Commune de Montpellier ne participe pas à ce lot.

LOT 4 : Equipements de Protection Individuelle :

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 12 000 € HT/an.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 2 500 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 6 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 12 500 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, le montant estimé est de 5 976.83 € HT/an.

Pour la Commune de Castries, le montant estimé est de 1 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 1 000 € HT/an.

La Commune de Montpellier ne participe pas à ce lot.

LOT 5 : Vêtements de sport :

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 15000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 1 000 € HT/an.

Le CCAS de Montpellier, la Commune de Montpellier et les Communes de Jacou, Villeneuve-lès-Maguelone, Castries et Pignan ne participent pas à ce lot.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les

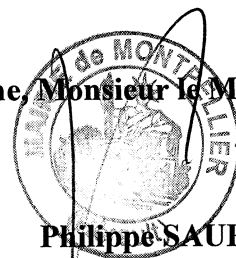
817

Communes de Jacou, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone, Castries et Pignan, convention aux termes de laquelle les communes délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier leur compétence pour attribuer cet Appel d'Offres.

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Communauté d'Agglomération de Montpellier
et les Communes Montpellier, Jacou, Pérols
Pignan, Villeneuve lès Maguelone, Castries
et le CCAS de Montpellier**

Ayant pour coordonnateur

La Communauté d'Agglomération de Montpellier

**ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÊTEMENTS PROFESSIONNELS
ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-présidente Déléguée de la de la commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques, agissant en vertu de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du 31 juillet 2014 ;

D'une part,

et

La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 24 juillet 2014 ;

et

La Commune de Jacou, représentée par son Maire, Monsieur Renaud CALVAT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

et

La Commune de Pérols, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

et

La Commune de Pignan, représentée par son Maire, Madame Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

et

La Commune de Villeneuve lès Maguelone, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

et

La Commune de Castries, représentée par son Maire, Monsieur Gilbert PASTOR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2014 ;

et

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, représentée par sa Vice-présidente, Madame Patricia MIRALLES, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 2014 ;

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de

220

groupement de commandes publiques. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, des Communes membres du groupement, et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés « d'acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle ».

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « l'acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle » au terme d'une procédure de consultation commune lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

Article 2 – Coordonnateur du groupement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du code des marchés publics.

En vertu de cet article, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés et de leur notification ainsi que des reconductions expresses au nom des membres.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

Article 3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin du marché.

Article 5 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article 8 VII du code des marchés publics, la commission d'appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du code des marchés publics, le Vice-président, Président Délégué de la commission contentieux, affaires juridiques, assurances et moyens internes, pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

Article 7- Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le :

Pour la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,
La Vice Présidente Déléguée

Isabelle GUIRAUD

Pour la Commune de Montpellier,
Le Maire

Philippe SAUREL

Pour la Commune de Jacou,
Le Maire

Renaud CALVAT

Pour la Commune de Pérols,
Le Maire

Jean-Pierre RICO

Pour la Commune de Pignan,
Le Maire

Michelle CASSAR

Pour la Commune de Villeneuve lès
Maguelone,
Le Maire

Noël SEGURA

Pour la Commune de Castries,
Le Maire

Gilbert PASTOR

Pour le Centre Communal d'Action
Sociale de Montpellier,
La Vice-présidente

Patricia MIRALLES

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit

Monsieur le Maire rapporte :

La Direction du Protocole de Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil Municipal du 16 décembre 2013 a validé lors de sa séance une *grille tarifaire* pour les salles Municipales ; il lui est proposé aujourd'hui de vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 16 décembre 2013 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, d'intérêt local ou national et n'entraînant pas de recette pour le compte de l'organisateur. Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité pour les associations, structures ou demandeurs privés hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans les comptes du bénéficiaire. A cet effet, les 2 tableaux ci-après décrivent le nom du demandeur, la salle et le type de mise à disposition et le montant valorisable.

| N° Asso | Nom des Associations | Salle | Date | objet de la reservation | Valorisation |
|---------|---------------------------------|-----------------|---|-------------------------|--------------|
| | SOS Rétinite | Rabelais | 07/11/2014 | conférence | 1 300 € |
| | KINO Montpellier | Rabelais | 22, 25, 29/9; 18/11/2014 13/01, 1/03, 12/05, 7/07, 8/9, 20/10, 10/11/2015 | projections | 17 105 € |
| | Compagnie du Capitaine | Rabelais | 16/01, 13/02, 6/03, 17/04, 14 au 17/05, 19/06, 3/07/2015 | spectacles | 13 000 € |
| | Femme Victoire Esthétique | Rencontres | 16/10/2014 | expo ventes | 2 400 € |
| | Pastorale Protestante | Pagézy | 21/12/2014 | repas caritatif | 1 600 € |
| | Secours Populaire | Nogaret | 7, 8 et 9/11/2014 | braderie | 930 € |
| | Laboratoire LIRMM- UM2 | Rencontres | 15/07/2014 | reception | 3 200 € |
| | rêves de Mômes | Pagézy | 08/03/2014 | concert | 1 600 € |
| | Asso 1001 femmes | Pagézy | 01/03/2014 | animations | 1 600 € |
| | Asso Nefrou | Pétrarque | 28/06/2014 | conférence | 600 € |
| | Action Bienveillance | Rabelais | 14/03/2014 | conférence | 1 600 € |
| | Association des Des Z'aides | Pagézy | 15/03/2014 | spectacle | 1 600 € |
| | La compagnie des shepas | Rabelais | 11 dates à déterminer | spectacles | 14 300 € |
| | Ciné-club Jean Vigo | Rabelais | 18 jeudis (entre le 6/11/14 et le 30/04/2015) | projections | 27 990 € |
| | Cinema Méditerranéen | Rabelais | du 25 octobre au 2 novembre 2014 | festival cinema | 13 995 € |
| | Association Chrétien et Culture | Rabelais | 12, 15, 19, 20, 24, 26, 27, 28, 30, 31/01; 1, 2, 3/02/2015 | projections | 20 215 € |
| | Association FISE | J. 1er d'Aragon | du 19/05 au 9/06/2015 | organisation FISE | 9 680 € |
| | Université du Tiers Temps | Rabelais | | | |
| | Ligue des Droits de l'Homme | Rabelais | 23/01/2015 | conférence | 1 300 € |
| | | | | TOTAL | 134 015 € |

| Code asso | Nom du demandeur | Salle | Date | Objet de la réservation | Valorisation /avantage en nature |
|-----------|---|---|------------|--|----------------------------------|
| | Ecoles du Monde | Grande salle MLK | 03/07/2014 | Conférence: découvrir les écoles et les systèmes scolaires du Japon, de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande | 310 € |
| 3756 | les Amis de la Bulgarie | Grande salle MLK | 15/07/2014 | Exposition semaine bulgare | 310 € |
| | Conseil Général | Salle de réception Maison des Relations Internationales | 21/07/2014 | Festival Radio France et Languedoc-Roussillon | 900 € |
| | Communauté d'Agglomération de Montpellier | Salle de réception Maison des Relations Internationales | 23/07/2014 | Festival Radio France et Languedoc-Roussillon | 900 € |

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 19 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 134 015 € (Direction du Protocole)

- d'approuver la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 4 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 420 € (Maison des Relations Internationales)

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

**Direction Architecture et
Immobilier**
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2014 / 372

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de location du domaine privé Ville de Montpellier/Madame SOUBEYRAND

Monsieur le Maire rapporte,

Compte tenu des risques d'effondrement de l'habitation de Madame SOUBEYRAND situé 98 ter rue Courte Oreille sur la rive gauche du Lez sur la parcelle cadastrée CP 168, liés à l'érosion de la falaise, la Ville a obtenu de l'Etat une subvention afin d'acquérir une partie de cette propriété (soit 1787 m²) au titre du fond Barnier issu de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

La Ville a acquis la parcelle cadastrée CP 508, issue de la parcelle CP 168 en vue de démolir l'habitation.

Madame Régine SOUBEYRAND reste propriétaire au solde de la parcelle, cadastrée CP 509, d'une superficie de 769 m² sur laquelle a été édifié une nouvelle habitation.

Elle a demandé à bénéficier de l'usage du terrain qui supportait l'ancienne habitation afin d'aménager un jardin d'agrément.

L'occupation de la parcelle concernée par la convention est consentie pour une durée de 15 années et prendra effet à compter de sa signature par le représentant de la Ville de Montpellier.

L'occupation de la parcelle est consentie à titre gratuit compte tenu que Madame SOUBEYRAND est la précédente propriétaire du terrain et qu'elle s'engage à supporter les travaux d'entretien incombant normalement au propriétaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de location jointe en annexe.
- D'approuver la gratuité du loyer proposé à Madame SOUBEYRAND en contrepartie des travaux d'entretien du terrain.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatifs à cette affaire.

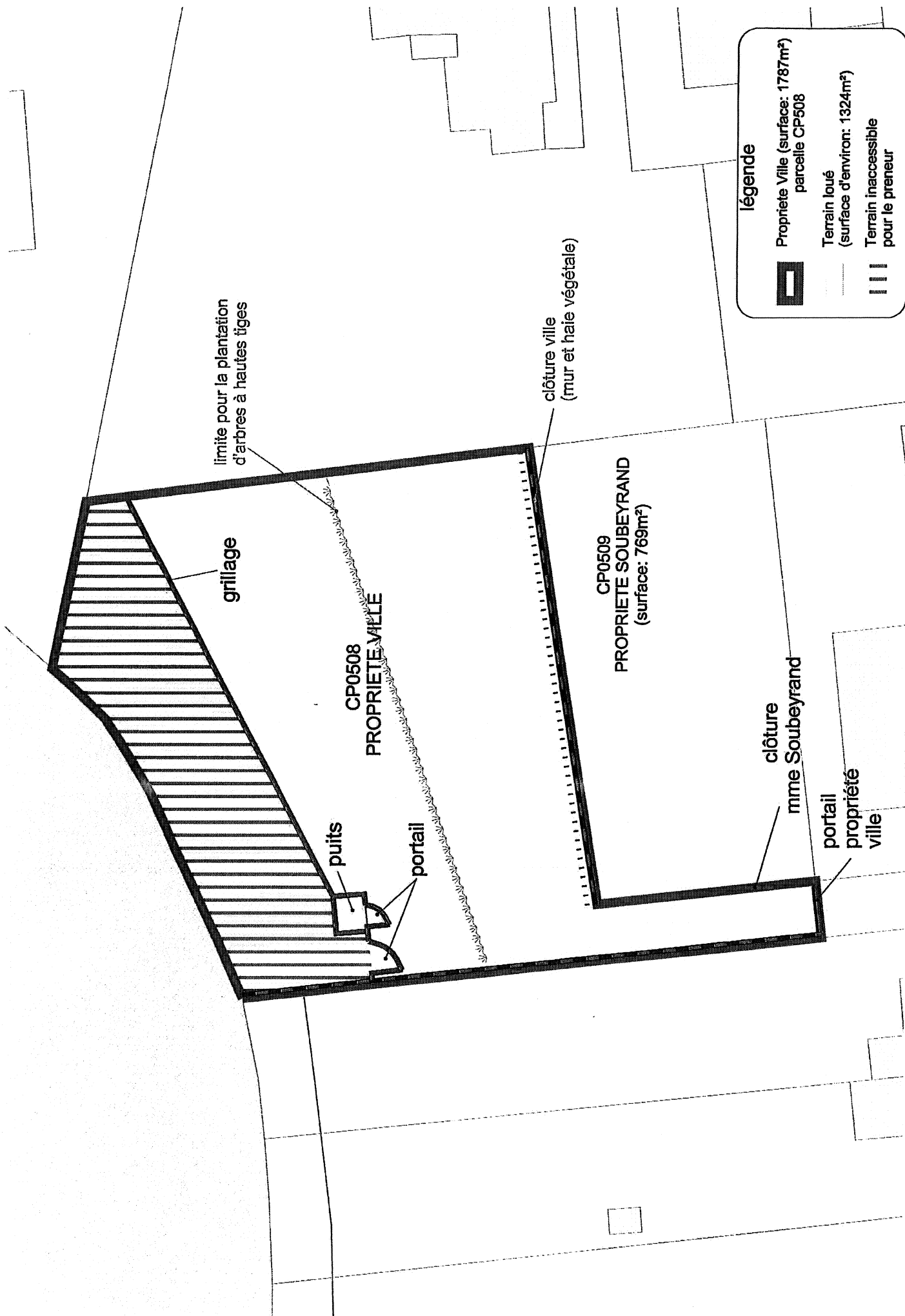
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



CONVENTION DE LOCATION DU DOMAINE PRIVE

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Max LEVITA, en qualité d'adjoint au Maire délégué à la gestion active du patrimoine, dûment habilité par arrêté municipal du 29 avril 2014,

ci-après désignée « la Ville »,

D'autre part,

Madame Régine SOUBEYRAND, demeurant 98 ter, rue Courte Oreille à MONTPELLIER,

ci-après désigné « le preneur »,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Exposé des motifs :

Compte tenu des risques d'effondrement de l'habitation de Madame Régine SOUBEYRAND située 98 ter, rue Courte Oreille sur la rive gauche du Lez sur la parcelle cadastrée CP 168, liés à l'érosion de la falaise, la Ville a obtenu de l'Etat, par convention du 14 mars 2012, une subvention afin d'acquérir une partie de cette propriété (soit 1787 m²) au titre du fond Barnier issu de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Par acte notarié du 1^{er} octobre 2012, suite à une délibération du Conseil municipal du 6 février 2012, la Ville de Montpellier a, en conséquence, acquis la parcelle cadastrée CP 508, issue de la parcelle CP 168, en vue de démolir l'habitation.

Madame Régine SOUBEYRAND reste propriétaire du solde de la parcelle, nouvellement cadastrée CP 509, d'une superficie de 769 m² sur laquelle elle a édifié une nouvelle habitation. Elle a demandé à bénéficier de l'usage du terrain qui supportait l'ancienne habitation désormais démolie, afin d'aménager un jardin d'agrément. En conséquence, l'acte notarié précité stipule les conditions particulières suivantes :

b) Convention de mise à disposition :

Madame Régine SOUBEYRAND et Monsieur DELAFOSSE, ès qualités, conformément aux pouvoirs conférés aux termes de la délibération du Conseil Municipal en date du 06 février 2012, s'engagent à régulariser dans un délai de DIX HUIT MOIS (18 mois), à compter de CE JOUR, une convention de mise à disposition ou bail consentie par la Commune de MONTPELLIER au profit de Madame SOUBEYRAND ou ses héritiers dont les conditions particulières sont ci-après énoncées.

Il est toutefois précisé que lesdites conditions particulières seront soumises à l'approbation du Conseil municipal de la Commune de MONTPELLIER.

Conditions particulières :

Ladite convention sera consentie pour une durée de quinze années moyennant un loyer converti en l'obligation de supporter les travaux d'entretien incombant normalement au propriétaire du fonds et portant sur partie du bien présentement acquis, soit 1112 m2 environ, mais uniquement à usage de jardin d'agrément, telle qu'elle est figurée sur le plan ci-joint.

Etant précisé que :

- Le terrain sera nivelé et nettoyé, par la Commune, pour permettre l'aménagement d'un jardin d'agrément.
- Cette convention pourra être résiliée à tout moment pour cause d'intérêt général à l'exception de la construction d'un immeuble.

Par ailleurs, Madame SOUBEYRAND ou ses ayants droit s'engagent à laisser le passage pour permettre à la Commune de MONTPELLIER ou ses ayants droit d'accéder à la partie du terrain, présentement vendu, non objet de la convention, cette dernière s'engageant de l'en avertir au moins quarante huit heures à l'avance sauf cas de force majeure, état d'urgence ou péril imminent.

Les parties précisent que cette convention permettra à Madame SOUBEYRAND ou à ses héritiers, durant cette période de mise à disposition, d'utiliser le puits existant tel que figuré sur le plan ci-joint et en conséquence de puiser la quantité d'eau qui lui est nécessaire pour les besoins de son fonds.

Préalablement à la signature de ladite convention, la Commune de Montpellier effectuera, à sa charge, des travaux de rehaussement du puits d'un mètre au-dessus du sol, lequel sera également maçonné et sécurisé.

Les parties conviennent que dans l'hypothèse où le puits existant serait détruit par cas fortuit, il ne serait pas reconstruit.

Article 1 – Objet de la convention

En application des articles 1708 et suivants du Code civil, la présente convention a pour objet la location au preneur d'une partie de la parcelle CP 508, propriété de la Ville de Montpellier (voir le plan annexé : *couleur jaune*), afin qu'elle soit utilisée à usage exclusif de jardin d'agrément dans les strictes conditions énoncées ci-dessous et que le preneur puisse disposer du puits sécurisé par la Ville.

Article 2 – Désignation cadastrale

La parcelle, propriété de la Ville, concernée par la convention est située 98 ter, rue Courte Oreille et cadastrée CP 508 pour partie, soit environ 1324 m² (voir le plan annexé : *couleur jaune*).

Ce terrain est situé pour partie en zone rouge du Plan de Prévention des Risques Inondation arrêté par Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 13 janvier 2004.

Le solde de la parcelle CP 508 est une bande de terrain le long de la falaise du Lez (voir le plan annexé : *couleur rouge hachurée*) rendue inaccessible pour le preneur par la pose d'un grillage et d'un portail permettant l'accès uniquement par les services de la Ville pour l'entretien et en cas de danger nécessitant une intervention des services techniques de la Ville ou ses mandataires.

Article 3 – Destination des lieux

L'occupation est consentie au preneur qui devra personnellement occuper les lieux loués pour un **usage exclusif de jardin d'agrément**.

Le preneur déclare connaître parfaitement le lieu, compte tenu qu'il était précédemment le propriétaire de ce terrain et qu'il le prendra dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance.

Article 4 – Durée

La présente convention est consentie pour une durée de quinze années. Elle prendra effet à compter de sa signature par le représentant de la Ville de Montpellier.

Le preneur, souhaitant obtenir le renouvellement de la présente convention, devra en faire la demande dans les 6 mois qui précèdent la date d'expiration de la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception. Aucun renouvellement tacite n'est autorisé.

Article 5 – Conditions et charges du preneur

5.1 Le terrain mis à disposition par la Ville, à usage exclusif de jardin d'agrément, devra être tenu en parfait état d'entretien. Le preneur utilisera les lieux en « bon père de famille » au sens de l'article 1728 du code civil et de manière générale le preneur s'engage à ne commettre aucun trouble de jouissance ou de nature à engager la responsabilité de la Ville envers tout occupant, tiers ou usager du voisinage.

5.2 La Ville a sécurisé le puits par la pose d'un grillage avec un portillon disposant d'une fermeture à clé et la pose d'un socle en béton avec une couverture métallique disposant également d'une fermeture à clé. Ce puits est dans l'emprise louée au preneur pour son **usage exclusif** de puisage de l'eau. Le preneur pourra installer à ses frais une pompe, qu'il récupérera avant le terme de la convention. Les deux clés lui seront remises par la Ville :

- la clé du portillon d'accès à l'emprise clôturée du puits
- la clé de la couverture métallique du socle du puits.

5.3 Le preneur s'engage à ne pas entreposer des produits inflammables ou toxiques, à ne pas installer des constructions type « bungalow » même démontables, abris et éléments avec ou sans fondation. Le terrain sera tenu en état de propreté et sans encombrant. Le

preneur s'engage à laisser le passage pour permettre à la Ville de Montpellier ou à ses ayants droit d'accéder à la partie du terrain non objet de la location (voir le plan annexé).

5.4 Le preneur ne pourra planter des arbres de hautes tiges au-delà de la moitié du terrain loué, afin que ces arbres ne soient pas menacés par l'érosion de la falaise (voir le plan annexé).

5.5 Le preneur s'engage pendant la durée de la convention et en tout état de cause dans un délai minimal de trois mois avant le terme de la présente convention, à réaliser son mur de clôture d'une longueur d'environ 19 mètres dans l'emprise de sa parcelle cadastrée CP 509 et d'installer le portail d'accès à sa propriété (voir le plan annexé-mention « clôture Mme Soubeyrand »).

5.6 La présente convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers et le preneur restera seul responsable vis-à-vis de la Ville, de tout tiers ou usager.

5.7 Le preneur devra disposer **une attestation d'assurance** couvrant les dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'exercice de son activité sur le bien objet de la présente convention, y compris ceux causés aux tiers. L'attestation d'assurance devra mentionner **expressément l'utilisation du puits par le preneur sous son entière et seule responsabilité**. Cette attestation devra être remise à la Ville avant la signature de la convention par son représentant.

Article 6 – Conditions et charges de la Ville

Au cas où la Ville souhaiterait pénétrer dans l'emprise foncière non objet de la présente convention, elle s'engage à avertir le preneur au moins 48 heures à l'avance et convenir d'un rendez-vous en accord avec le preneur. Lors de ces interventions, les intervenants s'engagent à sonner à l'interphone du preneur qui les autorisera à pénétrer dans la parcelle. Ce n'est qu'en cas de force majeure, état d'urgence ou péril imminent, que la Ville n'est pas tenue d'avertir le preneur, mais pénétrera dans la parcelle à l'aide de la télécommande du portail et prendra soin de refermer le portail lors de l'intervention, afin d'éviter que les chiens appartenant au preneur ne s'échappent.

Le portail d'accès à la parcelle CP 508 appartient à la Ville. Cependant, le preneur ayant installé un mécanisme automatique, il fournira à la Ville un boîtier électronique et une télécommande de ce portail avant la signature de la présente convention.

Dans un délai de trois mois avant le terme de la convention, la Ville réalisera un muret de clôture de 20 cm surmonté d'un grillage rigide de 1m60 et d'une longueur de 40 mètres sur la parcelle CP 508 en limite de la parcelle CP 509 ainsi que la plantation d'une haie végétale (voir le plan annexé- mention clôture Ville »).

Au terme de la convention, le portail actuel d'accès à la parcelle CP 508 sera, au choix de la Ville, déposé ou laissé en place. Si tel est le cas, une clé sera mise à la disposition du propriétaire de la parcelle cadastrée CP 509 conformément à l'acte notarié du 1^{er} octobre 2012 instaurant une servitude de passage au profit de cette parcelle.

Article 7 – Loyer

La présente convention d'occupation est consentie à titre gratuit compte tenu que Madame Régine SOUBEYRAND est la précédente propriétaire du terrain objet des présentes, et que le loyer est «converti en l'obligation de supporter les travaux d'entretien incombant

normalement au propriétaire du fonds », conformément à l'acte notarié du 1^{er} octobre 2012 précité.

Article 8 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention sera, le cas échéant, constatée par avenant signé des deux parties, après délibération du Conseil municipal.

La zone non louée étant susceptible d'évoluer en fonction de l'avancement de l'érosion de la falaise, la Ville de Montpellier se réserve le droit de réduire la superficie de l'emprise foncière mise à disposition à tout moment pour un motif d'intérêt général et tenant notamment à la sécurité publique.

Article 9 – Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution de l'une des conditions et charges de la présente convention dans un délai d'un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra, en outre, intervenir à la demande du preneur, avant l'échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception et prise d'effet dans un délai de trois mois.

La Ville de Montpellier pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au preneur 6 mois au moins à l'avance pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation sera sans indemnité et prendra effet à la notification de la résiliation.

Article 10 - Règlement des litiges

La Ville de Montpellier et le preneur s'engagent à rechercher le règlement amiable de tout litige relatif à l'exécution de la présente convention.

Le cas échéant, le Tribunal administratif de Montpellier sera compétent en vue du règlement d'un éventuel litige.

Fait à Montpellier, le

en deux exemplaires originaux.

Le Preneur,

Pour la Ville de Montpellier,

Mme Régine SOUBEYRAND,

l'Adjoint délégué

Pièce annexée : un plan.

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modification des tarifs des accueils périscolaires

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la rentrée scolaire 2014, la Ville de Montpellier propose d'actualiser les tarifs des accueils périscolaires pour les écoles élémentaires et maternelles.

Nouvelle Grille Tarifaire applicable à partir du 1^{er} septembre 2014

| Quotient familial | 0 - 167 | 168 – 191 | 192 – 260 | 261 – 290 | 291 – 335 | 336 – 458 | 459 et plus : tarif général | Pénalités de retard |
|-------------------------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------------|---------------------|
| Accueil matin 7h45 – 8h45 | 0,34 € | 0,40 € | 0,52 € | 0,58 € | 0,58 € | 0,60 € | 0,62 € | / |
| Accueil soir 17h30 – 18h30 | 0,34 € | 0,40 € | 0,52 € | 0,58 € | 0,58 € | 0,60 € | 0,62 € | 8 € |

Ces tarifs s'appliquent tous les jours, y compris le mercredi matin.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'adopter les tarifs proposés,

- d'autoriser Monsieur Le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Taux de vacation des animateurs des ALSH des mercredi après-midi hors vacances scolaires

Monsieur le Maire rapporte :

La réforme des rythmes scolaires qui prendra effet à compter de la rentrée de septembre 2014 rend nécessaire une réorganisation de l'activité des animateurs les mercredi hors vacances scolaires.

Il est proposé dans ce cadre de modifier à partir du 1^{er} septembre 2014, le montant de la vacation des animateurs intervenant dans les ALSH le mercredi après-midi hors vacances scolaires.

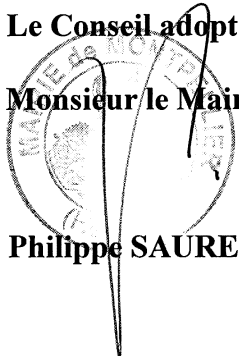
Ce montant sera établi en référence au 5^{ème} échelon du grade d'Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe (IB 430 – IM 380) sur la base d'1/152^{ème} du traitement indiciaire et de l'indemnité de résidence et sera revalorisé en fonction de la valeur du point.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer à 11,69 € brut, à compter de la rentrée 2014, le salaire horaire des agents rémunérés dans le cadre des mercredi après-midi hors vacances scolaires
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 375

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modifications relatives au comité technique et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Monsieur le Maire rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, il convient de déterminer, d'une part le nombre de représentants au sein du Comité technique et du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, et d'autre part de décider de recueillir l'avis des représentants de la collectivité.

Les organisations syndicales ont été consultées à cet effet le 17 juin 2014 soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin et le comité technique Paritaire du 18 juillet en a été informé.

La loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 a modifié les règles de fonctionnement des instances paritaires qui s'appliqueront lorsque le mandat des représentants du personnel prendra fin soit après les élections professionnelles prévues le 4 décembre 2014.

Il convient donc que le Conseil municipal se prononce sur les deux options ouvertes par les nouveaux textes.

1) Sur le nombre de représentants et le maintien du paritarisme :

Le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail seront composés respectivement de deux collègues qui comprendront :

- des représentants de la collectivité territoriale
- des représentants du personnel.

Les représentants titulaires seront en nombre égal à celui des représentants suppléants.

L'exigence de paritarisme entre les deux collèges ayant été supprimée c'est désormais au Conseil Municipal de décider du nombre de représentants au sein du Comité Technique et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail mais aussi de préciser si le paritarisme numérique est maintenu.

Compte tenu du fait que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2014 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité Technique qui est supérieur à 2000 agents et que l'effectif servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité d'Hygiène de sécurité et des conditions de travail est d'au moins 200 agents, le nombre maximal de représentants possible est réparti par instance comme suit :

| | Représentants du personnel | | Représentants de la collectivité | |
|---|----------------------------|-----------|----------------------------------|-----------|
| | Titulaire | Suppléant | Titulaire | Suppléant |
| Comité Technique (CT) | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) | 10 | 10 | 10 | 10 |

Il est proposé que le nombre maximal de représentants soit retenu ainsi que le maintien du paritarisme.
Le nombre de représentants au Comité Technique restera inchangé (15).
Le nombre de représentants au CHSCT sera porté de 8 à 10.

Les représentants actuels de la collectivité deviendront ceux du comité technique et du CHSCT après les élections professionnelles.

Pour le CHSCT, il appartiendra à l'autorité territoriale de désigner les deux représentants supplémentaires de la collectivité puisque leur nombre passera de 8 à 10.

2) Sur le recueil ou non de l'avis des représentants de la collectivité

Les nouveaux textes prévoient que le Conseil Municipal décide si l'avis des représentants de la collectivité doit être ou non recueilli pour que l'avis de ces instances soit réputé rendu.

Il est proposé qu'il le soit.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter la composition des deux instances paritaires avec le nombre maximal de représentants prévus par les textes,
- D'adopter la parité numérique entre les collèges
- D'instaurer le recueil de l'avis des représentants de la collectivité au sein de ces instances,
- D'autoriser Monsieur le Maire à établir ou compléter par arrêté municipal la composition de ces différentes instances paritaires.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25/07/2014

240

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 376

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire rapporte :

I – Créations de postes :

Filière administrative :

Administrateur hors classe : Création d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation de 1^{ère} classe : création de deux postes à compter du 1^{er} septembre 2014

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : création de cent cinquante-cinq huit postes à compter du 1^{er} septembre 2014

Filière médico-sociale :

Médecin hors classe : création d'un poste

Puéricultrice classe normale : création d'un poste

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture : création de quatre postes

ATSEM 1^{ère} classe : création de dix postes

Filière sécurité :

Cadre d'emplois gardien de police municipale : Création de cinquante postes

Filière technique :

Ingénieur : création de deux postes

Adjoint technique de 2^{ème} classe : création de neuf postes

Emplois d'avenir :

Création de cinq postes à compter du 1^{er} septembre 2014

del

II – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Administrateur : Suppression d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation de 1^{ère} classe : Suppression de deux postes à temps non complet à compter du 1^{er} septembre 2014

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : Suppression de cent cinquante-cinq postes à temps non complet à compter du 1^{er} septembre 2014

Filière médico-sociale

Puéricultrice classe normale : Suppression d'un poste

Auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe : Suppression de cinq postes

Filière technique :

Adjoint technique de 1^{ère} classe : Suppression de deux postes

Emplois d'avenir :

Suppression de cinq postes à temps non complet à compter du 1^{er} septembre 2014

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25/07/2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Association APERCABLE - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal

Monsieur le Maire rapporte :

Conformément à l'article 8 des statuts de l'Association pour l'étude de la réalisation de réseaux câblés (APERCABLE), la Ville de Montpellier doit être représentée par un élu du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de cette association, dont elle est membre.

La vocation de cette association créée en 1983 n'étant plus adaptée aux concepts et technologies d'aujourd'hui, sa dissolution doit être envisagée. Il est donc proposé d'ores et déjà d'autoriser le représentant de la Ville, ci-après désigné, à voter en ce sens dès la prochaine réunion du Conseil d'administration puis de l'Assemblée générale dont l'ordre du jour proposera cette question.

A été élu :

- Max LEVITA |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignation de nouveaux représentants de la Ville

Monsieur le Maire rapporte :

Avec la création du Conseil Local de sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a montré sa détermination à appréhender les phénomènes de sécurité, de tranquillité publique et de prévention de la délinquance sur l'ensemble du territoire communal.

En effet, le CLSPD a pour vocation de favoriser l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Conformément à la délibération prise le 22 mai 2014, le CLSPD est présidé en assemblée plénière par le Maire, en comité restreint par l'Adjointe au Maire déléguée à la sécurité, ainsi que par les élus de quartiers au sein des 5 groupes territoriaux (Nord, Sud, Cévennes, Centre, Port Marianne).

A la désignation des adjoints de quartier et ceci en raison de leur implication dans le partenariat local nécessaire aux politiques de prévention et de sécurité au sein groupes territoriaux, il convient d'ajouter également l'Adjoint délégué au quartier Port Marianne ainsi que l'Adjointe déléguée au quartier Hôpitaux-Facultés.

Par ailleurs, les évolutions récentes de la politique de la ville au carrefour des politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance suggèrent une mise en cohérence avec notamment le contrat de ville, sous pilotage de l'agglomération à partir de 2015 et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2014-2017 (STSPD) de la Ville de Montpellier. Cette STSPD ayant pour vocation à devenir la thématique « Sécurité et prévention de la délinquance » du futur contrat de ville, il apparaît nécessaire de désigner à ce titre l'Adjointe déléguée à la cohésion sociale.

Au regard de la vocation partenariale du dispositif, il est donc nécessaire de désigner ces trois nouveaux représentants de la Ville au sein du CLSPD, qui viendront s'ajouter aux six élus désignés lors du Conseil municipal du 22 mai 2014.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De désigner les nouveaux représentants dans cette instance.

Ont été élus :

- Patricia MIRALLES
- Sauveur TORTORICI
- Titina DA SYLVA

Le Conseil adopte,

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Lycée Internat d'Excellence de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville

Monsieur le Maire rapporte :

L'Internat d'Excellence de Montpellier a pour mission d'offrir un projet pédagogique et éducatif global de formation, qui comprend l'accompagnement personnel de chaque élève, la construction progressive d'une orientation, l'apprentissage de deux langues vivantes étrangères, l'ouverture vers les entreprises et les partenariats avec le monde économique et social ainsi que la pratique sportive et culturelle. Il accueille en priorité des élèves volontaires qui ne bénéficient pas d'un environnement social favorable afin de les conduire au plus haut degré de réussite.

Le Lycée Général Internat d'Excellence de Montpellier sollicite la Ville de Montpellier pour désigner un représentant au sein de son conseil d'administration, conformément à l'article 5 du décret n° 2010-795 du 12 juillet 2010.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

A été élue :

- Isabelle MARSALA

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Société Locale d'Epargne "Pic-Ovalie" - Désignation d'un représentant

Monsieur le Maire rapporte :

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, Monsieur Fabrice PALAU a été désigné pour représenter le Conseil Municipal lors des conseils d'administration de la Société Locale d'Epargne « Grand M » et Monsieur Henri DE VERBIZIER pour les conseils d'administration de la Société Locale d'Epargne « Pic Saint Loup ».

Suite à la fusion de ces deux entités, la Société Locale d'Epargne sollicite le Conseil Municipal pour qu'il désigne un représentant pour les conseils d'administration de la nouvelle S.L.E. « Pic-Ovalie ».

A été élu :

- Fabrice PALAU

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

267

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale de la Société Française d'Evaluation

Monsieur le Maire rapporte :

La Société Française de l'Evaluation (SFE) est une association de type loi 1901 créée en 1999 pour contribuer au développement de l'Evaluation des Politiques Publiques en France et promouvoir son utilisation dans les organisations publiques et privées, ainsi qu'au sein des collectivités en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques.

Elle constitue un lieu de rassemblement, de débats, d'échanges, de capitalisation et de formation entre pairs, ouvert à tous les acteurs de l'évaluation : commanditaires, praticiens, utilisateurs, consultants, chercheurs et opérateurs privés (associations notamment) chargés de la mise en œuvre des politiques évaluées. Son action promeut l'évaluation comme un outil d'aide à la décision, un atout pour la conduite et l'amélioration de l'action publique et un stimulant du débat démocratique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'évaluation de ses politiques publiques, la Ville de Montpellier est adhérente à la SFE afin de contribuer à son action et d'établir des relations avec les acteurs de l'évaluation en France. Conformément à l'article 6 des statuts de la SFE, la Ville en qualité de «membre institutionnel » adhérent doit désigner au sein du Conseil municipal un représentant titulaire et un suppléant pour la représenter à l'Assemblée générale de la SFE.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'élire les représentants suivants à l'Assemblée générale de la SFE :
 - Titulaire : Max LEVITA
 - Suppléant : Bernard TRAVIER

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Voeu relatif à la création d'une liaison souterraine par Réseau Transport Electricité (RTE)

Monsieur le Maire rapporte :

Le développement urbain de la ville de Montpellier s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux services et de l'amélioration ou du renforcement de certains réseaux. En effet, chaque mois, Montpellier, capitale régionale du Languedoc Roussillon, accueille plus de 300 nouveaux arrivants. Cette croissance dynamique de la population se traduit notamment par une augmentation de la consommation électrique d'environ 3% par an sur les 10 dernières années et une prévision d'accroissement à hauteur de 1,3 % par an de 2015 à 2030.

Dans ce cadre, Réseau Transport Electricité (RTE), créé en 2000 et filiale du groupe EDF, souhaite renforcer l'alimentation électrique de l'agglomération de Montpellier par la réalisation d'une liaison souterraine entre les postes dits des Quatre Seigneurs et Saumade Cet équipement permettra dès 2015 de fournir une électricité sûre et de qualité dans le nord de Montpellier.

Par arrêté en date du 2 octobre 2013, le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet de création d'une liaison souterraine, d'une longueur de 8,1 kilomètres, entre Montpellier et Montferrier. Au cours de cette enquête publique, qui s'est déroulée du 29 octobre 2013 au 2 décembre 2013, des permanences ont été tenues par le commissaire enquêteur en mairie de Montpellier. Elles ont permis aux proches riverains d'exprimer leurs inquiétudes quant à cette liaison électrique souterraine et à d'éventuels impacts des champs magnétiques.

Soucieuse de prendre en compte les inquiétudes des riverains et garante de la qualité du cadre de vie des Montpelliérains, la nouvelle municipalité a adressé à Monsieur le Préfet de Région un courrier en date du 24 juin 2014, par lequel elle exprimait son souhait de voir RTE respecter toutes les mesures de précautions souscrites par le commissaire enquêteur dans son rapport :

- il est demandé au droit des maisons riveraines de la ligne RTE, situées à moins de 10m de l'axe, ainsi qu'à la traversée du parc Méric, que la profondeur de la fouille soit portée à 2,60m au lieu des 1,60m initialement prévu ;
- il est également prévu que soit réalisé par un organisme indépendant un relevé des valeurs de champs magnétiques et qu'une fois les travaux réalisés soit mis en œuvre un plan de contrôle et de surveillance permettant de mesurer les champs magnétiques et de vérifier ainsi la conformité de ces grandeurs. Ces mesures devront être portées à la connaissance du public;
- de plus, il est recommandé que les travaux soient organisés et planifiés afin d'être les moins contraignants possible pour les riverains.

Le démarrage des travaux étant prévu par RTE en octobre, le Conseil municipal souhaite réaffirmer la demande faite à Monsieur le Préfet afin que Réseau Transport Electricité (RTE) respecte les préconisations émises par le commissaire enquêteur dans son rapport et avis rédigés dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique.

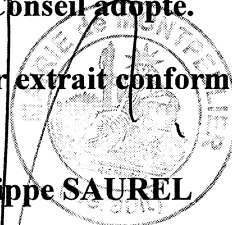
Les effets générés pour la santé par les champs magnétiques étant en effet actuellement mal connus, la Ville sera très vigilante quant au respect des engagements pris par RTE.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



Conseil Municipal 24 juillet 2014
Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 26 juin 2014

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

| | |
|----------------------------------|--------------------------------|
| Numéro de la décision | Synthèse de la décision |
|----------------------------------|--------------------------------|

| | |
|-----------|--|
| 2014/0126 | Attribution MAPA pour une mission EOQA pour l'évaluation de la conception et la réalisation de nouveaux aménagements ou de modifications d'installations existantes en conflits avec le tramway répondant à un niveau de sécurité suffisant à l'égard des usagers, des personnels d'exploitation et des tiers à l'entreprise CEREMA pour un montant annuel compris entre 1000 € et 40 000 € HT |
| 2014/0128 | Attribution d'un MAPA pour une mission de maîtrise d'œuvre de contrôle technique d'ouvrages d'arts et la conception et la réalisation d'ouvrages de soutènements aux abords de la Gare Saint Roch à la société SEDOA pour un montant de 49 270,00 HT pour les 2 tranches |
| 2014/0130 | Attribution d'un marché public « Actualisation des simulations tarifaires de la restauration scolaire » à l'entreprise CITEXIA pour un montant de 4 920 € HT |
| 2014/0153 | Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations. Il est proposé de confirmer notre adhésion à certains organismes pour l'exercice 2014 |
| 2014/0158 | La Ville a décidé de passer un Avenant avec l'entreprise Sud Service afin de prolonger pour une période de 4 mois le marché de nettoyage des espaces verts de la ville, qui vient à expiration le 18 mai 2014, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Ni les termes du contrat, ni le maximum ne sont modifiés. |
| 2014/0161 | Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier le marché "Entretien du vignoble du Mas Nouguier", à un établissement ou service d'aide par le travail, ESAT les Compagnons de Maguelone pour un montant mini de 0 et un montant maxi de 85 000 € HT |
| 2014/0162 | MAPA de 45 000 € HT sur la période contenant la période initiale et les 3 années de tacite reconduction. Ce MAPA concerne, la maintenance des véhicules équipés au GPL et au GNV et gérés par le service Parc Auto de la ville de Montpellier et est attribué à la société EAS AUTOMOBILES. |
| 2014/0166 | La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à l'association SIG LR pour un montant de 500€ pour l'exercice 2014. |

| | |
|-----------|---|
| 2014/0173 | Il convient de créer une régie d'avances Lieux d'Art et d'Histoire rattachée à la Direction de la Culture et du Patrimoine afin d'assurer le paiement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de cette régie. |
| 2014/0174 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame LISSONNET |
| 2014/0176 | Achat d'effets vestimentaires et de matériels opérationnels pour le service Sécurité et Accueil du parc zoologique. |
| 2014/0177 | L'aménagement du boulevard Paul Valéry et de la rue de la Marquerose entre dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble multi-sites de Marquerose. Pour réaliser ces aménagements, la ville a conclu le marché de travaux relatif au lot n°1 - Voirie avec l'entreprise Malet. Un certain nombre d'adaptation du projet au site existant et un certain nombre de prestations supplémentaires s'avèrent nécessaires. De fait, il convient de conclure l'avenant correspondant avec le titulaire de ce marché pour un montant de 26.654,22 € H.T. |
| 2014/0179 | La Ville de MONTPELLIER décide d'accepter l'adhésion et le versement de cotisations à l'association des Acheteurs des Collectivités Territoriales pour un montant de 180 € pour l'exercice 2014 et au label "Imprim Vert" pour le paiement d'un droit d'usage annuel de 50 € pour l'exercice 2014. |
| 2014/0181 | Il convient de créer une régie d'avances " Documentation Générale " au sein de la Direction Architecture et Immobilier (DAI) Services des Moyens Généraux, afin de permettre l'achat de documentation générale. |
| 2014/0182 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SA SMAC ACIEROID et SNC DUMEZ SUD |
| 2014/0183 | La Ville de MONTPELLIER décide d'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime de régularisation pour l'exercice 2013 à 7 921,51€. |
| 2014/0185 | Il convient de modifier l'acte constitutif de la régie de recettes lieux d'Arts et d'Histoires afin d'y intégrer une sous-régie supplémentaire et de modifier la régie de recettes en régie mixte. |
| 2014/0186 | Marché concernant la réalisation et la commercialisation de deux catalogues d'art contemporain pour le Carré Sainte Anne, pour un montant global de 24 680 € HT, aux Editions Liénart |
| 2014/0187 | D'attribuer le marché de «Prestation de mise en place de certificats numériques» à la société CERTINOMIS pour un montant total maximum de 31 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible deux fois. |
| 2014/0188 | Procéder à un avenant de transfert de la société Cegelec Infra Tertiaire Sud Est à la société Cegelec Languedoc nouveau titulaire du marché de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public (Lot 1) |
| 2014/0189 | <p>Le service énergie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements</p> <p>D'attribuer le marché de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : entreprise Tempéria pour un montant de 78 910.46 € HT - Lot 2 : entreprise SNECC pour un montant de 74 989.51€ HT - Lot3 : entreprise SNECC pour un montant de 71 959.50 € HT |

| | |
|-----------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Lot 4 : entreprise Sanithermic pour un montant de 42 930 € HT - Lot 5 : entreprise Sanithermic pour un montant de 7 726 € HT - Lot 6 : entreprise Sanithermic pour un montant de 34 685 € HT |
| 2014/0190 | Marché public : réalisation et commercialisation de deux catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon populaire, pour un montant total de 42 700 € HT, attribué aux Editions Hazan. |
| 2014/0191 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et d'emballage " pour le lot n°1 à la société LACOSTE (marché sans minimum ni maximum – estimation annuelle de commandes de 600 000 € HT), pour le lot n°2 à la société CENPAC (marché sans minimum ni maximum - estimation annuelle de commandes de 30 000 € HT). Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans à compter de la date de notification. |
| 2014/0192 | MARCHE PUBLIC - FOURNITURE DE MATS D'ECLAIRAGE PUBLIC TYPE TRAMWAYN°3D052324000ATTRIBUTION A LA SOCIETE TECHNILUM Marché public : fourniture de mâts d'éclairage public type tramway à l'entreprise Technilum pour un montant de 130 000 € HT annuel. |
| 2014/0193 | Marché public: plan de conservation, restauration et valorisation de l'église Saint Roch, pour un montant total de 38 279.95 € HT : <ul style="list-style-type: none"> - Guillaume Bernard (lot 1, documentation historique et sanitaire, 6 500 € HT) - Moïra Conservation (lot 2, conservation de l'orfèvrerie, 5 741.95 € HT) - William Davies (lot 4, photographie, 1 800 € HT) - atelier Lazulum (lot 5, restauration de deux tableaux, 17 988 € HT) - Hervé Mangani (lot 6, outils de médiation, 6 250.00 € HT) De déclarer infructueux le lot 3 (conservation des textiles) |
| 2014/0194 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantier" : <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 à la société EUROMASTER (marché sans minimum ni maximum) - lot n°2 à la société MD HYDRAULIQUE (marché sans minimum ni maximum) - lot n°3 à la société AMI (marché sans minimum ni maximum) - lot n°4 à la société DUBOIS (marché sans minimum ni maximum) - lot n°7 à la société RENAULT ST GELY (marché sans minimum ni maximum) - lot n°9 à la société MONTPELLIER POIDS LOURDS. Les lots n° 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 sont des lots déclarés infructueux et seront relancés par une procédure négociée. Ce sont des marchés uniques conclus à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2014. Ces marchés peuvent être reconduits par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2017. |
| 2014/0195 | Il s'agit d'autoriser Monsieur le Directeur de la SAAM ou son représentant à signer le marché public à tranche conditionnelle des études urbaines et paysagères afférentes au réaménagement du quartier de la Pompignane, conformément à la décision de la Commission d'appel d'offres (CAO) en date du 4 février 2014 d'attribuer le dit marché au groupement CASTRO ET DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS |
| 2014/0196 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame MARTINEZ Michèle |
| 2014/0197 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ARNAUD Dominique |

| | |
|-----------|--|
| 2014/0200 | Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 22/06/2014 au 29/06/2014 |
| 2014/0201 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat d'un chariot élévateur tout terrain avec remorque dédiée" à la société GLIOZZO MANUTENTION pour un montant total de 38 550 € HT. C'est un marché unique ordinaire. La durée se confond avec le délai d'exécution. |
| 2014/0202 | Marché public: transport retour d'oeuvres d'art pour l'exposition Dernières Nouvelles de l'Ether à la Panacée attribué à l'entreprise Alyte pour un montant de 18 450 € HT |
| 2014/0203 | D'attribuer le marché de «Maintenance logicielle Licences Oracle Database Standard Edition» à la société ORACLE France pour un montant total maximum de 30 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible deux fois. |
| 2014/0204 | La Ville a décidé d'attribuer le marché « Travaux de restauration du pont Vialleton » au groupement SELE/JNTP pour un montant global de 478 551,48 € HT (solution de base avec les 2 prestations supplémentaires). |
| 2014/0205 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FEBVRE Christophe |
| 2014/0206 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mr Abdelkader AMEUR |
| 2014/0207 | Autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques pour un montant maximum de 150 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision |
| 2014/0209 | La Ville de Montpellier décide d'attribuer à la société GERTRUDE le marché à bons de commande relatif à la maintenance des logiciels informatiques du Poste Central de Régulation du trafic "PETRARQUE", pour un montant annuel minimum de 10 000 € HT et un montant annuel maximum de 29 000,00 HT |
| 2014/0210 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériels d'imprimerie" : <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 à la société CP BOURG pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 2 800 € HT - lot n°2 à la société RISO France pour un coût d'acquisition de 13 000 € HT, et un coût de maintenance de 4.20€ HT les mille impressions pendant 5 ans. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification pour la partie acquisition lot 1 et lot 2, et 5 ans à partir de la date de mise en service de la machine pour la partie maintenance du lot 2. |
| 2014/0211 | Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché à bons de commande pour la fabrication et la pose de totems de feux à la société EMPREINTE, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT. |
| 2014/0213 | La Ville de MONTPELLIER décide de réformer et de céder les matériels et véhicules. |
| 2014/0214 | Attribution du marché Créations, maintenance et entretien des équipements publics de défense incendie aux entreprises VEOLIA (lot 1) et SADE (lot 2) pour un montant compris entre 40 000 € HT et 160 000 € HT pour le lot 1 et compris entre 80 000 € HT et 320 000 € HT pour le lot 2 |

| | |
|-----------|---|
| 2014/0215 | Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier le marché à bons de commande relatif à des missions de contrôles techniques pour des travaux de rénovations d'équipements techniques dans des bâtiments existants à l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS pour un montant maximum de 50 000 € HT. |
| 2014/0216 | Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avance de la Panacée, il est nécessaire d'en élargir les dépenses et d'apporter une précision à l'une d'entre elles. |
| 2014/0217 | Réaménagement du prêt n° MIN 280296EUR de 5,5 M€ conclu auprès de la Banque Postale répondant à une demande de recul de la date maximale de consolidation |
| 2014/0218 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS ICADE et SAS PARALU |
| 2014/0219 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ KOCIAK Serge |
| 2014/0221 | D'attribuer le marché «Espaces collaboratifs : Maintenance et évolution, circuits» à la société NEOS-SDI pour un montant total maximum sur la durée du marché de 50 000 € HT pour le lot 1 et de 20 000 € HT pour le lot 2 et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois. |
| 2014/0222 | Attribution du marché de fondations spéciales pour la mise en place de modules préfabriqués à l'entreprise AZUARA . |
| 2014/0224 | Il s'agit de saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin d'examiner les rapports des délégataires de service public au titre de l'exercice 2013 ainsi que les renouvellements des délégations qui arrivent à échéance. |
| 2014/0225 | Parc de Lunaret, prestation de maintenance multitechnique préventive, corrective, corrective et évolutive des installations du Parc Zoologique : signature d'un avenant au marché de prestation de service avec la société EUROGEM pour prolonger la durée du marché |
| 2014/0226 | La Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché de la "Prestation de maintenance du photocopieur couleur du service imprimerie" à la société XEROX, sur la base de l'article 35 - II - 8, jusqu'au 31 décembre 2014 pour un montant de dépenses de 60.000 euros HT maximum |

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES



**Attribution du marché à procédure adaptée n°3C0674
Mission EOQA Insertion Urbaine des Tramways**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1343/T/R du 29/04/2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de missionner un Expert Organisme Qualifié Agréé (EOQA) pour évaluer si la conception et la réalisation de nouveaux aménagements ou de modifications d'installations existantes, en conflit avec les tramways, répondent à un niveau de sécurité suffisant à l'égard des usagers, des personnels d'exploitation et des tiers ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28-I et 77 du Code des marchés publics, en date du 10 janvier 2014, l'entreprise CEREMA Direction Territoriale Méditerranée – Pôle d'activités d'Aix en Provence – 30, avenue Albert Einstein CS70499 – 13593 AIX-EN-PROVENCE Cedex 03 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 3C0674 précité à l'entreprise CEREMA Direction Territoriale Méditerranée pour un montant annuel compris entre 1000 € HT minimum et 40 000 € HT maximum, pour une durée de un an reconductible trois fois ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville.

Montpellier, le 30/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 01/07/2014

Notifiée le :

**Attribution du marché à procédure adaptée
n°30B0912**
**Mission de maîtrise d'œuvre pour le contrôle technique
d'ouvrages d'arts existants, la conception et la
réalisation d'ouvrages de soutènement.
Abords de la Gare Saint Roch**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2140/1343/R/T du 29/04/2014 donnant délégation à Monsieur ALBERNHE Luc Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à une mission de maîtrise d'œuvre avec une tranche ferme et une tranche conditionnelle pour le contrôle technique d'ouvrages d'arts existants surplombant les voies ferrées aux abords de la Gare Saint Roch, et pour la conception et la réalisation d'ouvrages de soutènement en vue du réaménagement des espaces publics dans le cadre du PEM Saint Roch;
- Qu'à la suite d'une consultation de sociétés spécialisés dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en date du 27 novembre 2013, la Société SEDOA 20 impasse de Courpouyan - 34990 JUVIGNAC a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

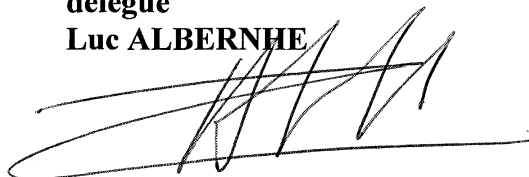
- D'attribuer le marché n°30B0912 précité, tranche ferme et tranche conditionnelle, à la Société SEDOA pour un montant de 49 270,00 € HT pour les 2 tranches (ferme + conditionnelle) soit 59 124,00 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.

Nature : 2313 – Fonction : 908241 – N° programme 2013P17 – N° de ligne : 22 859

Montpellier, le 20/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Luc ALBERNHE



Publiée le : 01/07/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0130

**Attribution d'un marché public négocié sans publicité
ni mise en concurrence articles 28 et 35 - II du Code
des Marchés Publics. Actualisation des simulations
tarifaires de la restauration scolaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 30 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a réalisé une étude en vue de la révision de la tarification de la restauration scolaire et des accueils périscolaires ;
- Qu'il convient d'actualiser cette étude en intégrant les dernières données récoltées;
- Que pour des raisons techniques et financières la société CITEXIA, ayant obtenu le premier marché, est la mieux placée pour réaliser l'actualisation ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché public négocié sans mise en concurrence (mapa 4A1109) à la société CITEXIA située 21 rue Bergère 75009 Paris, pour un montant de 4 920,00 € hors taxes;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 922;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :

**Cotisations à des organismes nationaux pour l'année
2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 30 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant que :

La ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations.

1) Pour l'année 2014 il est proposé d'adhérer aux organismes suivants :

| Nature | Chapitre | Organisme | Montant TTC |
|--------|----------|---|-------------|
| 6281 | 920 | AFIGESE – Association Finances-Gestion-Evaluation des Collectivités Territoriales | 2 380,00 € |
| 6281 | 920 | IGD - Institut de la Gouvernance territoriale et de la Décentralisation | 7 000,00 € |
| 6281 | 920 | AVUF – Association des Villes Universitaires de France | 1 000,00 € |

2) Modification du montant de la cotisation suite à la réception de l'appel à cotisation 2014 :

| Nature | Chapitre | Organisme | Montant TTC |
|--------|----------|--|-------------|
| 6281 | 920 | AVICCA – Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et de l'Audiovisuel | 3 680,00 € |

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes nationaux, tels que définis ci-dessus, pour un montant total de 14 060 € ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :

**Avenant n°1 au marché nettoyage des espaces verts
de la Ville avec l'entreprise Sud Service**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'Arrêté 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué,

Considérant :

- Que le marché de nettoyage n°OG45 attribué à l'entreprise Sud Service prend fin le 18 mai 2014 ;
- Que la procédure actuelle ne permet pas de désigner un titulaire à l'issue du marché en cours ;
- Qu'il convient d'assurer la continuité du service public avant le début d'exécution du prochain marché issu d'une nouvelle consultation ;

Décide en conséquence :

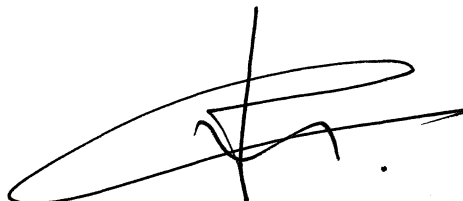
- de prolonger la durée du marché en cours d'exécution, pour une période de 4 mois, sans modification des termes du contrat et sans modification du montant maximum initial ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville, section fonctionnement 928 et section d'investissement 908
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christophe COUR

Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :



MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

SUD SERVICE
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
Divers lieux de la ville - nettoyage des espaces verts

N° du marché :
OG452700

Notifié le :
17 mai 2010

Montant initial du marché :
Montant HT Mini : 800 000,00 Euros
Montant HT Maxi : 3 200 000,00 Euros

Date de la décision :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de prolonger le délai d'exécution du contrat pour une durée de 4 mois de manière à assurer les travaux de nettoyage des espaces verts de la Ville dans l'attente de l'attribution d'un nouveau marché et afin de ne pas interrompre la continuité du service public.

ARTICLE 2

Le montant maximum du marché reste inchangé.

Cependant le marché est conclu sur la base de prix unitaires par site pour une année de prestation. Il convient donc d'introduire des prix mensuels par site afin de pouvoir régler les prestations pendant la durée de prolongation du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Le délai initial étant prolongé de 4 mois, le nouveau délai d'exécution du contrat est donc fixé au 18 septembre 2014.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A MONTPELLIER le,

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

Christophe COUR

**Marché de service à procédure adaptée pour
l'entretien du vignoble du Mas Nouguier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'Arrêté 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué,

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien du vignoble de l'Agriparc du Mas Nouguier ;
- qu'à la suite d'une consultation d'établissements ou service d'aide par le travail, en date du 18 mars 2014, conformément à l'article 15 du Code des Marchés Publics, l'établissement suivant a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o ESAT « Les Compagnons de Maguelone », sise Atelier du Prévost, 34250 Palavas les Flots

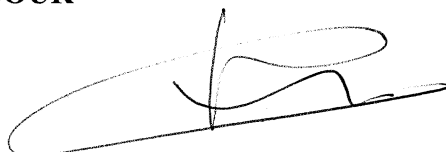
Décide en conséquence :

- de confier le marché 4B0076 précité à l'entreprise ESAT Les Compagnons de Maguelone, pour un montant minimum de 0 € et maximum de 85 000 € HT ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville, section fonctionnement 928 et section d'investissement 908
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Christophe COUR

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :



MAINTENANCE VEHICULES GAZ

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 29 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'entretenir et de réparer les véhicules, fonctionnant au GPL ou au GNV, gérés par le service Parc Auto de la ville de Montpellier,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencée 3 B 0835, conformément au code des marchés publics,
- Que le montant du marché est compris sans mini mais avec un maxi de 45 000 € HT,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes dont la durée de la période initiale s'étend de la date de notification au 31/12/2014, renouvelable trois fois par période d'un an à compter du 1^{er} janvier de l'année considérée,
- Que la société EAS AUTOMOBILES a présenté une offre économiquement et techniquement acceptable,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société EAS AUTOMOBILES, 226 Rue de la Jasse de Maurin, 34070 Montpellier, à compter de sa notification et jusqu'au 31/12/2014 pour la période initiale et de le reconduire tacitement trois fois par période d'un an pour un montant maxi de 45 000 € HT,
- D'imputer cette ligne de crédit dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 1080)
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 19/06/2014

**Pour Monsieur le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué**

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

867

**Cotisation à l'association Systèmes d'Informations
Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG-LR)
pour l'année 2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014 / 1342 / T / R, donnant délégation à Monsieur Cédric de SAINT JOUAN.

Considérant :

- Que l'association Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) regroupe les principaux acteurs de l'information géographique de la région.
- Que cette association organise notamment une journée professionnelle, ainsi qu'un ensemble de conférences données cette année en salle Rabelais.
- Que l'adhésion à cette association permet de plus à la Ville de bénéficier sans dépense supplémentaire, de fonds cartographiques onéreux, régulièrement mis à jour.

Décide en conséquence :

- De confirmer l'adhésion de la Ville à l'association SIG LR pour un montant de 500 € pour l'exercice 2014
- D'accepter le versement de la cotisation aux SIG LR
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 500 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Montpellier, le 27/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 30/6/2014
Notifiée le :

262

Direction de la Culture et du Patrimoine
**Création d'une régie d'avances Lieux d' Art et
d'Histoire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 04 juin 2014,
- Vu l'arrêté n°201/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT qu'il convient de créer une régie d'avances lieux d'Art et d'Histoire rattachée à la Direction de la Culture et du Patrimoine afin d'assurer le paiement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de cette régie.

D E C I D E

Article 1 : Il est institué une régie d'avances « Lieux d'Art et d'Histoire » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Paiement de petit matériel, papeterie, livres et documentation, travaux d'impression (photocopies, tirages photos,...) petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, de décoration, location de matériel audiovisuel, frais médicaux d'urgence, acquisition de catalogues,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, de restauration, de parking, visite de musées ou d'expositions,
- Petites prestations d'artistes pour les soirées d'inaugurations des expositions dans la limite de 1 000 €.
- Frais de transport d'œuvres d'art.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

- Ce compte permet de recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet aux régisseurs d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : Il est créé 4 sous régies d'avances auprès du Carré Sainte-Anne, du Pavillon populaire, de la Galerie St Ravy et de l'Espace Dominique Bagouet.

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 9 : Une avance complémentaire de 3 000 € pourra être ponctuellement octroyée pour le paiement des frais de transport des œuvres d'art.

Article 10 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois ou lors de sa sortie de fonction.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX
Madame LISSONNET
**Assignation en vue de procéder au désenclavement de
son terrain**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame LISSONNET est propriétaire d'un terrain à Montferrier sur Lez qui est enclavé ;
- Qu'afin de le désenclaver, elle assigne les propriétaires riverains, y compris la commune de Montpellier propriétaire de l'Aqueduc St Clément ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/06/2014
Notifiée le :

**Achat d'effets vestimentaires et de matériels
opérationnels**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2014/1344/T/R donnant délégation à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'effets vestimentaires et de matériels opérationnels,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprise spécialisée (MAPA n°4B0104), conformément aux articles 28 et 77 du code des Marchés Publics, en date du 02/02/2012, la société PLANETE CHAUSS, 27 boulevard Charles Moretti – 13014 MARSEILLE, pour les lots 1, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 17, la société EURL DBB, 5 centre d'activités La Platière – 42320 La Grand Croix, pour les lots 2 et 3, la société ESPACE CHEVAL, ZAC, le Soriech – 34970 LATTES, pour les lots 20 et 21, la société SARL EPI SUD, 27 boulevard Charles Moretti – 13014 MARSEILLE, pour les lots 16 et 22, ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

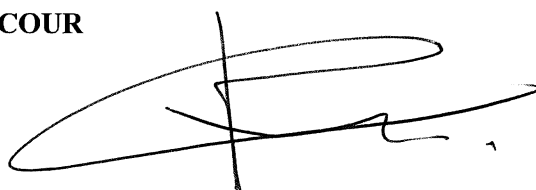
Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
- PLANETE CHAUSS pour les lots 1, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 17, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 51 300 € HT
- EURL DBB pour les lots 2 et 3, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 14 000 € HT
- ESPACE CHEVAL pour les lots 20 et 21, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 1500 € HT
- EPI SUD pour les lots 16 et 22, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 5900 € HT
- Pour une durée de 10 mois à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville de Montpellier -Direction du Parc Darwin - nature : 60632, fonction 928232
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Christophe COUR



Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

872

**PAE Marqueroze
Aménagement boulevard Paul Valéry
et rue de la Marqueroze
Lot n°1 - Voirie - Approbation de l'avenant n°1
au marché n° 3D01852A**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n°2014/1343 du 24 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le PAE (Plan d'Aménagement d'Ensemble) multi-sites Marqueroze a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 6 novembre 2006 pour urbaniser le secteur compris entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la voie ferrée (VFIL) et le boulevard Paul Valéry avec la création d'environ 140 logements;
- Que, pour accompagner cette urbanisation dans le cadre de ce PAE, la ville a lancé une première tranche d'aménagement de voirie, le long de la rue de la Marqueroze et du boulevard Paul Valéry entre la rue Joseph Guerre et la rue Gaston Bachelard;
- Que, dans sa séance du 22 juillet 2013, le Conseil Municipal a approuvé la passation des marchés de travaux correspondants aux entreprises suivantes:
 - Lot n°1 – Voirie: entreprise MALET pour un montant de 546.107,09 € H.T.;
 - Lot n°2 – Eclairage public: entreprise SPIE SUD-OUEST pour un montant de 166.484,20 € H.T.;
 - Lot n°3 – Espaces verts: entreprise POUSSE CLANET pour un montant de 15.847,00 € H.T.;
- Que, concernant le lot n°1, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvant être prévus à l'origine du projet, sont apparus en phase d'exécution du chantier:
 - La reprise du portail ainsi que la rampe d'accès de la parcelle EL 616 afin de permettre le raccordement altimétrique de la propriété riveraine existante pour un montant de 6.854,00 € H.T.;
 - Le piquage en soubassement du mur de clôture de la parcelle EL 605 ainsi que la reprise de l'enduit de ce mur pour un montant de 1.830,00 € H.T.;
 - La création d'un raccordement aux eaux pluviales provenant de la parcelle EL628 pour un montant de 922,29 € H.T.;
 - La création d'une dalle de répartition sur le réseau pluvial existant pour le protéger mécaniquement compte tenu de sa nouvelle altimétrie pour un montant de 821,11 € H.T.;

- La fourniture et pose de caniveau à grille devant le local poubelle pour récolter les eaux pluviales à la limite du domaine public et de la parcelle EL605 pour un montant de 2.210,00 € H.T.;
- La création d'une contre marche le long de la propriété EL 460 afin de pas déchausser les fondations du mur de clôture existant pour un montant de 1.977,30 € H.T.;
- La réalisation de plots non prévus initialement pour les travaux de mur de soutènement aux abords de la parcelle EL 259 pour un montant de 7.861,56 € H.T.;
- Que, par ailleurs, s'agissant d'un marché sur prix unitaires, rémunéré par conséquent sur les quantités réellement exécutées, le bilan fait apparaître une augmentation par rapport au devis quantitatif estimatif initial de 2.312,72 € H.T.;
- Qu'il convient donc de conclure l'avenant correspondant au lot n°1 avec l'entreprise MALET;

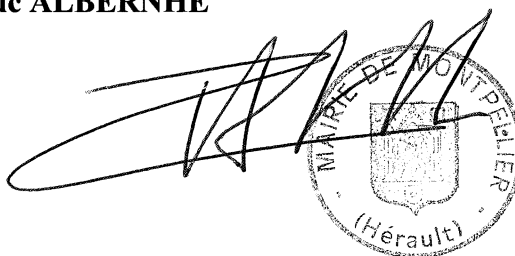
Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n°1 au marché n° 3D01852A correspondant au lot n°1 – Voirie à conclure avec l'entreprise MALET pour un montant en plus-value de 26.654,22 € H.T., soit une augmentation de 4,9% par rapport au montant du marché initial; ce qui porte le nouveau montant de ce marché 573.048,93 € H.T.;
- De dire que la dépense est inscrite au budget principal de la Ville pour l'année 2014 en investissement;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise titulaire du marché initial.

Montpellier, le 19/06 2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 20/06 2014
Notifiée le :



**Acceptation du versement de cotisations à des
organismes pour l'année 2014.
Achats Production Graphique**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'accepter que la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisation.
- Qu'il est proposé de confirmer notre adhésion à l'Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales (AACT) pour un montant de 180 € pour l'exercice 2014.
- Qu'il est proposé également dans le cadre de la labellisation de la Production Graphique de la Ville, de confirmer notre adhésion au label « Imprim Vert » par le paiement d'un droit d'usage annuel de 50 € pour l'exercice 2014.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes cités ci-dessus ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6281, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le versement de cotisation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les organismes retenus.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

**Direction Architecture et Immobilier
Service des Moyens Généraux
Création d'une régie d'avances " documentation
générale"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 Novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code des Collectivités Territoriales relatif à la responsabilité personnelle et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux.
- Vu le décret n° 971259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M – du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipale en date du 6 juin 2014,
- Vu l'arrêté n°2014/1431/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT qu'il convient de créer une régie d'avances « Documentation Générale » au sein de la Direction Architecture et Immobilier (DAI) Services des Moyens Généraux, afin de permettre l'achat de documentation générale.

DECIDE

Article 1 : Il est institué une régie d'avances « Documentation Générale » auprès de La Direction Architecte Immobilier (DAI), Services des Moyens Généraux.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction Architecture et Immobilier (DAI), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Achats de revues,
- Achats de quotidiens.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'Article 3 sont payées selon le mode de règlement suivant :

- Carte bancaire,

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte nomination.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 1000 €.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

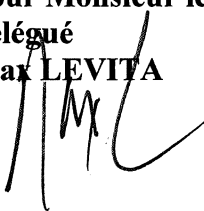
Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER / SA SMAC ACIEROID et SNC
DUMEZ SUD
**Requête en responsabilité à la suite d'un référé-
expertise**
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la construction du groupe scolaire, composé de l'école maternelle ANTHONIOZ DE GAULLE et de l'école élémentaire Jean JAURES, présente des désordres faisant obstacle à un usage normal de celui-ci;
- Que par requête en référé-expertise au Tribunal Administratif en date du 4 juin 2013 la Ville a sollicité la nomination d'un expert afin qu'il détermine la nature, la cause et l'origine des désordres ainsi que la nature des travaux à réaliser et leur coût ;
- Que l'expert, nommé par ordonnance en date du 23 juillet 2013, a rendu son rapport le 30 avril 2014 aux termes duquel il impute l'origine des désordres au lot Etanchéité réalisé par la SA SMAC ACIEROID et au lot Gros œuvre réalisé par et la SNC DUMEZ SUD;
- Que la Ville souhaite engager la responsabilité de la SA SMAC ACIEROID et de la SNC DUMEZ SUD pour obtenir réparation des préjudices subis ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVINA

Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :

**ASSURANCE
POLICE EXPOSITIONS
AXA ART n°F.1004. 465
AVENANT exercice 2013**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les expositions organisées par la Ville sont garanties par une police d'assurance « tous risques expositions » dont la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année ;
- Que le montant de ces œuvres pour l'année 2013 s'élève à 5 805 116, 87 € ce qui représente une prime de régularisation de 7 921,51 € ;
- Que le paiement de cette prime en régularisation fait l'objet d'un avenant ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime de régularisation pour l'exercice 2013 à 7 921,51 € ;
- D'autoriser la signature dudit avenant.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification régie de recettes Lieux d' Art et d'
Histoire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal du 04 juin 2014,
- Vu l'arrêté n°2014/1431/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'acte constitutif de la régie de recettes lieux d'arts et d'Histoires afin d'y intégrer une sous-régie supplémentaire et de modifier la régie de recettes en régie mixte.

D E C I D E

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : La régie de recettes "Lieux d'Art et d'Histoire" placée auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine est transformée en régie mixte, de recettes et d'avances.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : Un fonds de caisse est institué auprès de la régie de recettes « Lieux d'Art et d'Histoire » à la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 4 : Le montant du fonds de caisse s'élève à 100 €.

Article 5 : La régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrées,
- Vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier,
- Encaissements pour compte de tiers, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la Ville et les tiers.

Article 6 : Le régisseur reversera au tiers l'intégralité de la recette perçue pour son compte.

La collectivité facturera le montant convenu de sa prestation par l'émission d'un titre de recette.

La convention devra toutefois faire apparaître :

- Les modalités de reversement des recettes au tiers
- Les modalités de facturation de la part perçue par la Ville convenue dans la convention
- La part de responsabilité des organisateurs et partenaires

Article 7 : Les recettes désignées à l'Article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte Bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets et/ou quittances.

Article 8: Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 5,

Article 9 : La régie d'avance paie la dépense suivante :

- Les reversements des recettes perçues pour le compte de tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et les Tiers.

Article 10 : La dépense désignée à l'article 9 est payée selon le mode de règlement suivant :

- Chèque.

Article 11 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 12 : Il est maintenu 3 sous-régies de recettes auprès du Carré Sainte-Anne, du Pavillon Populaire et de la Galerie St Ravy auxquelles se rajoute à compter de ce jour **l'Espace Dominique Bagouet**. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 13: Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 €.

Article 14 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

Article 15 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 14 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/06/2024,

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 20/06/2024
Notifiée le :

**Marché public: réalisation et commercialisation de
deux catalogues d'art contemporain pour le Carré
Sainte Anne
N° 4B0071**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Que les expositions d'art contemporain présentées au Carré Sainte Anne font l'objet d'un catalogue, souvent réalisé *in situ*, qui a vocation à être vendu sur place ainsi qu'en librairie ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du code des marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 9 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les éditions Liénart, 2 rue Marcelin Berthelot, 93100 Montreuil, ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et commercialisation de deux catalogues d'art contemporain pour le Carré Sainte Anne aux éditions Liénart, pour un montant global de 24 680 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 23/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Cédric DE SAINT-JOUAN

Publiée le : 24/06/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Prestation de mise en place de certificats
numériques
Marché N° 4B0102**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de Montpellier de se doter de certificats numériques et de prestations d'accompagnement ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché unique à bons de commande, pour une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix : 65 %
 - Qualité de la solution : 35 %
- Qu'après analyse, la société CERTINOMIS sise 10 avenue Charles de Gaulle – 94220 CHARENTON LE PONT a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société CERTINOMIS pour un montant maximum de 31 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

**Maintenance et modifications des équipements
d'Eclairage Public : Marché n°2H91240A Lot 1
Quartier Port Marianne / Près d'Arènes
Avenant de transfert pour changement de raison
sociale**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718/T/R donnant délégation à Monsieur ALBERNHE Luc, Adjoint au Maire ;

Considérant :

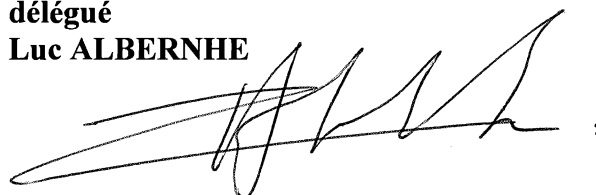
- Que la société CEGELEC Infra et Tertiaire Sud Est, titulaire du marché de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public pour le lot 1, a cédé son contrat à la société CEGELEC Languedoc ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à un avenant de transfert pour changement de raison sociale ;
- Qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, le nouveau titulaire s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du contrat initial ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant de transfert de la société CEGELEC Infra et Tertiaire Sud Est à la société CEGELEC Languedoc nouveau titulaire ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'avenant et, plus généralement, tout document ou acte relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES
COMMANDE PUBLIQUE

Commande publique

PROJET D ' AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2
Correspondant: Madame le Maire

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

CEGELEC INFRA ET TERTIAIRE SUD EST
Représenté par
Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
MAINTENANCE ET MODIFICATIONS DES EQUIPEMENTS D'ECLAIRAGE PUBLIC
Quartier Port Marianne / Près d'Arènes

N° du marché :
2H91240A lot 1

Notifié le :
03 janvier 2013

Montant initial du marché :
Montant annuel minimum HT : 170 000 €
Montant annuel maximum HT : 680 000 €

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de Cegelec Infra et Tertiaire Sud-est à Cegelec Languedoc, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : la société Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est dont le siège social est route de Salon, La Gavotte 13170 Les Pennes Mirabeau a cédé à la société Cegelec Languedoc dont le siège social est 63 avenue Blaise Pascal, PA les Garrigues 34170 Castelnau le Lez , l'activité d'étude de conception et/ou de réalisation et l'entreprise de tous travaux publics ou particuliers et notamment ceux relatifs aux opérations concernant les applications industrielles de l'électricité, de l'électronique, de l'informatique, de tous systèmes de communication, de contrôle, de régulation et d'automatisme, du gaz, du froid, de la chaleur, de l'air comprimé, de l'eau, de l'énergie et généralement de tous fluides quelconques dépendant de son fonds de commerce à compter du 1er janvier 2014.

ARTICLE 2

A compter du 1er janvier 2014 le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Durée du marché inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,
Monsieur le Directeur ¹

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

(signature)

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

**MARCHE PUBLIC - Travaux de rénovation de
chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires
électriques - N° 4D00172651**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le service énergie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements et d'autre part d'améliorer le confort des usagers ;

Pour l'année 2014, il est proposé les opérations suivantes inscrites au budget primitif de la Ville :

- Lot 1 : Crèche Galineta, Gymnase I. Duncan et Maison de quartier F. Guillerme : modernisation de la chaufferie commune afin de sécuriser la production de chaleur. Modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
L'école maternelle Pasteur et l'école élémentaire Lamartine (en tranche conditionnelle) : modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort ;
- Lot 2 : Groupe scolaire Lantissargues (école maternelle Robert Surcouf et élémentaire Georges Simenon) : modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur ;
- Lot 3 : Ecole élémentaire Jules Simon : modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur et modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort ;
- Lots 4, 5 et 6 : Travaux de modernisation des armoires électriques de commande, de régulation et de télégestion qui permettent de réguler la température de chauffage, d'adapter le fonctionnement du chauffage à l'utilisation des bâtiments : travaux en lien respectif avec les travaux de chauffage des lots 1, 2 et 3.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 72 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire. Le marché est divisé en 6 lots à attribution séparée et comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle, pour délai d'exécution à compter de la notification jusqu'au 1^{er} octobre 2014.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - 1- Valeur technique : 60%
 - 2- Prix des prestations : 40%

*** Notation de la valeur technique**

- 1 - Moyens spécifiquement mobilisés pour garantir le volume des travaux demandés – moyens humains alloués au chantier (5/10)
- 2 – Mesures de sécurité prises sur le chantier (1,5/10)
- 3 – Délais d'exécution optimisés (2,5/10)
- 4 – Prise en compte de l'environnement (1/10)

*** Notation du critère prix :**

Pour ce critère, la note attribuée à chaque proposition sera calculée par application de la formule suivante, sur la base des prix indiqués au DPGF :

Note : $5 \times [1 - (A / (1 + IAI))]$

avec $A = \frac{k (Po - Pm)}{Pm}$

K = 10

IAI = valeur absolue de A

Po = prix de l'offre

Pm = moyenne des prix proposés par les candidats

- Que la commission d'appel d'offre dans sa séance du 3 juin 2014 a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - Lot 1 : à l'entreprise Tempéria domiciliée à Vauguières le bas à Mauguio (34134)
 - Lot 2 : à l'entreprise SNECC domiciliée au 69, avenue Foch à Langogne (48300)
 - Lot 3 : à l'entreprise SNECC domiciliée au 69, avenue Foch à Langogne (48300)
 - Lot 4 : à l'entreprise Sanithermic domiciliée à Parc Via Domitia au 70, avenue des Cocardières à Castries (34160)
 - Lot 5 : à l'entreprise Sanithermic domiciliée à Parc Via Domitia au 70, avenue des Cocardières à Castries (34160)
 - Lot 6 : à l'entreprise Sanithermic domiciliée à Parc Via Domitia au 70, avenue des Cocardières à Castries (34160)

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché :
 - Lot 1 : Rénovation de la chaufferie et des réseaux de chauffage de la crèche Galineta, du gymnase I. Duncan et de la MdQ F. Guillaume et rénovation des réseaux de chauffage des écoles Pasteur et Lamartine à l'entreprise Tempéria pour un montant de **78 910.46€ HT** (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;
 - Lot 2 : Rénovation de la chaufferie du groupe scolaire Lantissargues à l'entreprise SNECC pour un montant de **74 989.51€ HT** (tranche ferme) ;
 - Lot 3 : Rénovation de la chaufferie et des réseaux de chauffage de l'école J. Simon à l'entreprise SNECC domiciliée au 69, avenue Foch à Langogne (48300) pour un montant de **71 959.50€ HT** (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;
 - Lot 4 : Modernisation des armoires électrique de commande et de régulation des installations thermiques de la crèche Galineta, du gymnase I. Duncan et de la MdQ F. Guillaume et zonage des écoles Pasteur et Lamartine à l'entreprise Sanithermic pour un montant de **42 930.00€ HT** (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;

- Lot 5 : Modernisation des armoires électrique de commande et de régulation des installations thermiques du groupe scolaire Lantissargues à l'entreprise Sanithermic pour un montant de **7 726.00€ HT** (tranche ferme) ;
- Lot 6 : Modernisation des armoires électrique de commande et de régulation des installations thermiques de l'école J. Simon, ainsi que son zonage à l'entreprise Sanithermic pour un montant de **34 685.00€ HT** (tranche ferme et tranche conditionnelle 1).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 21318, fonction 900 et nature 21312, fonction 902.
- D'autoriser Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

M. LEVITA
Adjoint au Maire

Publiée le 20/06/2014

Notifiée le :

**Marché public: réalisation et commercialisation de
deux catalogues d'exposition photographique pour le
Pavillon populaire
N°4B0066**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Que les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire ont vocation à être illustrées par un catalogue, vendu sur place ainsi qu'en librairie ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%)
- Qu'après analyse, les éditions Hazan, 58 rue Jean Bleuzen, 92178 Vanves ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et commercialisation de deux catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon Populaire aux éditions Hazan, pour un montant global de 42 700 € HT (37 900 € HT pour l'offre de base, ainsi que les options 1 et 2, soit 3 200 € HT et 1 600 € HT supplémentaires)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le **23/06/2014**

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Cédric DE SAINT-JOUAN

Publiée le : **24/06/2014**
Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de fournitures scolaires, de
matériel pédagogique et d'emballage
N°4D0016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et d'emballage pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1 (marchés à bons de commandes **sans minimum et sans maximum**) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (N°4D0016), en date du 28 février 2014. Le marché est conclu pour une durée initiale de un an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Fournitures scolaires et matériel pédagogique) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **LACOSTE**, 15 Allée de la Sarriette ZA ST Louis 84 250 LE THOR pour le lot n°1, présentant une offre économiquement avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (Fournitures d'emballage) étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **CENPAC**, ZI PARIS NORD bât 1 A 161 rue de la Belle Etoile (CS 49050 ROISSY EN France) 65 912 ROISSY CHARLES DE GAULLE Cedex pour le lot n°2, présentant une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et d'emballage précité :

• A la société **LACOSTE** pour le lot n°1 (pour une estimation annuelle de commandes de 600 000 € HT).

• A la société **CENPAC** pour le lot n°2 (pour une estimation annuelle de commandes de 30 000 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 6067, 6064 et 60628 tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres,

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - FOURNITURE DE MATS
D'ECLAIRAGE PUBLIC TYPE TRAMWAY**

N°3D052324000

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718/T/R donnant délégation à Monsieur ALBERNHE Luc, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la ville de Montpellier doit assurer l'entretien des mâts d'éclairage public type Tramway ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33-3 al. et 57 à 59 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée initiale de 1 an, renouvelable 3 fois par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)
 - Prix des prestations (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 20 Mai 2014 a attribué le marché à l'entreprise TECHNILUM - Domaine de LEZIGNO 34500 BEZIERS présentant l'offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché – Fourniture de mâts d'éclairage public type Tramway- à l'entreprise TECHNILUM ;
- D'attribuer le marché à l'entreprise TECHNILUM pour un montant maximum de 130 000 € HT annuel ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 2188, fonction 90814 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 19/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

**Marché public: plan de conservation, restauration et
valorisation de l'église Saint Roch
n° 4B0089**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Que la Ville a, par délibération n°2013/491 du 25 novembre 2013, approuvé la signature de la convention plan-objet avec la Direction des Affaires Culturelles, afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises, pour un montant annuel de 25 000 € ; les travaux correspondants sont subventionnés par la DRAC à hauteur de 50 % de leur montant HT ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du Code des Marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire allotti, pour une durée comprise entre 3 et 10 mois selon les lots ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la note méthodologique (60%), l'expérience professionnelle (20 %), le prix (20%) ;
- Qu'après analyse, les candidats suivants ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour 5 des 6 lots prévus : Guillaume Bernard (lot 1, documentation historique et sanitaire), Moïra Conservation (lot 2, conservation de l'orfèvrerie), William Davies (lot 4, photographie), atelier Lazulum (lot 5, restauration de deux tableaux) et Hervé Mangani (lot 6, outils de médiation)
- Qu'aucun candidat n'a présenté d'offre satisfaisante pour le lot 3 (conservation des textiles)

Décide en conséquence :

- D'attribuer 5 lots du marché « plan de conservation, restauration et valorisation de l'église Saint Roch » à Guillaume Bernard (lot 1, documentation historique et sanitaire, 6 500 € HT), Moïra Conservation (lot 2, conservation de l'orfèvrerie, 5 741.95 € HT), William Davies (lot 4, photographie, 1 800 € HT), atelier Lazulum (lot 5, restauration de deux tableaux, 17 988 € HT) et Hervé Mangani (lot 6, outils de médiation, 6 250.00 € HT)
- De déclarer infructueux le lot 3 (conservation des textiles) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, fonctions 923 et 903 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 23/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Cédric DE SAINT-JOUAN

Publiée le : 24/06/2014
Notifiée le :



Attribution d'un marché public
Appel d'offres ouvert pour l'achat de pièces détachées
d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de
produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires,
poids lourds, deux roues et engins agricoles et de
chantier.
N° 3D0529

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantier pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77 (marchés à bons de commandes sans minimum et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (N°3D0529), en date du 04 décembre 2013. Le marché est conclu à compter de la notification du marché jusqu'au 31 décembre 2014. Ce marché peut être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2017.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (**Pneus et dérivés**) étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **EUROMASTER**, 180 avenue de l'Europe 38 330 Montbonnot pour le lot n°1, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (**Lubrifiants et fluides divers**) étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **MD HYDRAULIQUE**, 50 rue Emile Julien 34 070 Montpellier, pour le lot n°2, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°3 (**Batteries de démarrage**) étaient les suivants : le prix pour 70%, la valeur technique pour 20% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **AMI**, 58 rue du mas ST Pierre (BP95131) 34 073 Montpellier cedex 3, pour le lot n°3, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°4 (**Lubrifiants et fluides divers**) étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **DUBOIS**, rue de Montels l'église 34 970 LATTES, pour le lot n°4, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°7 (**Pièces d'origine RENAULT, VL, VUL**) étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **RENAULT ST GELLY ZI** du Puech 34 980 ST GELLY DU FESC, pour le lot n°7, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°9 (**Pièces d'origine RENAULT, Poids Lourds**) étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 10 juin 2014, a attribué le marché à la société **MONTPELLIER POIDS LOURDS**, 4 rue ST EXUPERY 34 434 ST JEAN DE VEDAS, pour le lot n°9, présentant une offre économiquement avantageuse.
- Les lots 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 sont déclarés infructueux et seront relancés sous la forme de procédures négociées.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantier » précité :
 - A la société **EUROMASTER** pour le lot n°1 (estimation de commandes annuelles 20 000 € HT)
 - A la société **MD HYDRAULIQUE** pour le lot n°2 (estimation de commandes annuelles 10 000 € HT)
 - A la société **AMI** pour le lot n°3 (estimation de commandes annuelles 10 000 € HT)
 - A la société **DUBOIS** pour le lot n°4 (estimation de commandes annuelles 40 000 € HT)
 - A la société **RENAULT ST GELLY** pour le lot n°7 (estimation de commandes annuelles 40 000 € HT)
 - A la société **MONTPELLIER POIDS LOURDS** pour le lot n°9 (estimation de commandes annuelles 3 000 € HT)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60632, 60628 et sur le budget investissement, nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres,

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014

Notifiée le :

Quartier de la Pompignane
**Marché public à tranche conditionnelle d'études
urbaines et paysagères relatives au réaménagement du
quartier de la Pompignane – Autorisation de signature
à la SAAM (mandataire)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1351/T/R en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Mme Jannin, Adjointe au Maire ;

Considérant :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- un parc industriel et technologique (IBM, Dell, Areva,...) ;
- des zones d'habitat collectif ou individuel ainsi qu'un parc locatif social concentré surtout au nord du secteur ;
- des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane.

Ce quartier a fait l'objet, dès 2009, de différentes études partielles conduites par la Ville afin d'en affiner la connaissance.

Ces études ont fait notamment ressortir les problématiques suivantes :

- coupure entre la partie basse du quartier (secteurs résidentiels) et la partie haute (plateau technologique et industriel) ;
- faiblesse de la mixité sociale et faible variété des typologies d'habitat ;
- insuffisance des relations entre le quartier et le fleuve " le Lez " qui le borde et lui confère un potentiel paysager remarquable ;
- désuétude des structures commerciales existantes ;
- surdimensionnement des espaces de circulation voués à l'automobile et faiblesse des espaces publics affectés aux modes doux (piétons, cycles, transports en commun, etc.).

De nombreux déséquilibres ayant été ainsi identifiés, il est apparu nécessaire, sur la base de ces études, de poursuivre la réflexion en vue d'aboutir à la définition d'un projet urbain pour le quartier de la Pompignane. Les enjeux identifiés pour cela sont les suivants :

- L'affirmation de la centralité et de l'urbanité de ce quartier (équipements publics, espaces publics, commerces, formes urbaines, image, qualité), associé à un équilibre social présentant une plus grande diversité sociale (rééquilibrage),
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier et une plus grande mixité fonctionnelle du plateau industriel de la Pompignane,

- Le développement des modes de circulation doux (piétons, vélos) et de la transversalité inter-quartier,
- La conception de formes urbaines adaptées au contexte (densité, diversité, tenue de l'espace public, coutures urbaines, etc...),
- L'amélioration de la protection hydraulique et de la valorisation paysagère.

Il est toutefois rapidement apparu que l'ambition d'aménagement affichée, confrontée aux déséquilibres constatés dans le cadre de ces études, présentait une complexité importante pour calibrer l'intervention opérationnelle et financière de la Ville dans un contexte où la maîtrise foncière publique est cantonnée aux voies et espaces publics.

Cette complexité a amené la Ville à engager une procédure de dialogue compétitif, conformément aux articles 67 et 36 du code des marchés publics en vue d'engager un dialogue avec plusieurs équipes d'architectes-urbanistes et permettant, à l'issue de la procédure d'attribuer un marché public d'études urbaines et paysagères à l'équipe candidate retenue.

Pour mener cette procédure de dialogue compétitif, la Ville de Montpellier a par ailleurs confié à la SAAM un mandat d'études urbaines préalables au réaménagement du quartier de la Pompignane. C'est ainsi que le lancement de la procédure de dialogue compétitif par la SAAM a été acté par une délibération du Conseil municipal en date du 6 mai 2013.

La consultation a ensuite été conduite dans le cadre du dialogue compétitif, dont voici le déroulement :

- publication le 17 mai 2013 d'un avis d'appel public à candidature dans le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), au Bulletin Officiel d'Annonces de Marchés Publics (BOAMP), ainsi que sur des plateformes de dématérialisation (*achatpublic.com* ou *marchésonline.com* notamment) ;
- à l'issue de la date limite de réception des candidatures fixée le 21 juin 2013 et après analyse des 24 dossiers reçus dans les délais, trois équipes ont été sélectionnées et invitées à participer au dialogue compétitif :
 - AGENCE RKNL LEBUNETEL / NEMIS / SITETUDES BET INFRA VRD ;
 - SEURA ARCHITECTURE / OLM / IGREC ;
 - CASTRO ET DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS ;
- après transmission du dossier de consultation et l'organisation d'une réunion de lancement le 4 septembre 2013, le dialogue s'est déroulé en trois phases successives et trois séries d'audition et d'échanges entre les trois équipes et le représentant du pouvoir adjudicateur, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et du secret industriel et commercial : les 25 septembre 2013, 30 octobre 2013 et 17 décembre 2013 ;
- les candidats ont été informés par courrier en date du 3 janvier 2014 de la fin du dialogue et ont été invités à remettre leur offre finale au plus tard le 20 janvier 2014 ;
- conformément au règlement de consultation, qui prévoyait qu'à l'issue du dialogue compétitif le maître d'ouvrage retiendrait l'offre finale sur la base de critères pondérés (1 - Pertinence de la proposition au regard des objectifs, phasage, chiffrage et procédure opérationnelle 70% et 2 - Prix des prestations 30%), la Commission d'Appels d'Offres de la Ville de Montpellier s'est réunie le 4 février 2014. Après classement des offres finales, elle a choisi, sur la base du rapport d'analyse des offres définitives et au regard des critères susvisés, l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement CASTRO ET DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS, comme attributaire du marché public des études urbaines et paysagères.

Les missions confiées à l'équipe d'architectes-urbanistes à l'issue de la procédure de dialogue compétitif étaient définies comme suit :

- définir le projet urbain d'ensemble (tranche ferme du marché) : élaboration du plan guide, assistance à la concertation, dossier d'urbanisme réglementaire, fiches de contraintes urbaines et programmatiques pour les macro-lots ;
- conduire les différentes missions afférentes aux premiers secteurs opérationnels (tranche conditionnelle du marché) : définition du schéma de secteur et plan de masse d'ensemble du ou des secteurs opérationnels, dossiers de ZAC, dossier réglementaire à intégrer au PLU, cahier de recommandations architecturales, paysagères et environnementales de l'opération, étude de faisabilité pour un îlot.

Ces missions pourront se poursuivre en phase opérationnelle et être reprises par l'aménageur lorsqu'il sera désigné dans le cadre contractuel approprié.

Le marché public correspondant, comprenant donc l'ensemble de ces missions réparties entre une tranche ferme (176 525 € HT) et une tranche conditionnelle (190 400 € HT + rémunérations forfaitaires de coordination et

d'assistance dans le suivi conception et réalisation d'ouvrages publics), doit désormais être attribué par la SAAM à l'équipe retenue à l'issue de la procédure de dialogue compétitif.

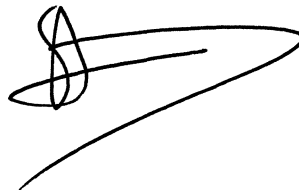
Décide en conséquence :

- d'autoriser Monsieur le Directeur de la SAAM ou son représentant à signer le marché public à tranche conditionnelle des études urbaines et paysagères afférentes au réaménagement du quartier de la Pompignane, conformément à la décision de la Commission d'appel d'offres (CAO) en date du 4 février 2014 d'attribuer le dit marché au groupement CASTRO ET DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS,
- d'approuver les termes du marché public à tranche conditionnelle des études urbaines et paysagères afférentes au réaménagement du quartier de la Pompignane, à conclure avec le groupement CASTRO ET DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS,
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier au titre des dépenses de mandat d'études préalables.

Montpellier, le 27/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 30/6/2014
Notifiée le :



CONTENTIEUX
Madame MARTINEZ Michèle
**Référé suspension contre l'arrêté du 03 avril 2014 de
mise à la retraite d'office**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Michèle MARTINEZ a introduit un référé-suspension (n°1402763-3) contre l'arrêté du 03 avril 2014 la mettant en retraite anticipée pour invalidité ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ ARNAUD
Dominique
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus
n° PC 34172 12 V0333

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 30/12/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SOCIETE « ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE », visant à édifier un EHPAD de 62 lits et 8 logements, 62 avenue de Castelnau ;
- Que M. ARNAUD DOMINIQUE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 16/05/2014 sous le n°1402355-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2014
Notifiée le :

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine
public
Espace Grammont - Bois de la Chaumière
Mission Evangélique
Du 22/06/2014 au 29/06/2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2,
- Vu le Code Pénal,
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint Délégué à l'occupation non commerciale de l'Espace public.

Considérant :

- Que la demande de la mission évangélique représentée par Monsieur ESPADE et Monsieur HERNEMANN, sollicitant l'autorisation de s'installer, sur le lieu-dit « Bois de la Chaumière », appartenant à la Commune de Montpellier à partir du 22/06/2014 jusqu'au 29/06/2014;
- Que ladite occupation est constituée de 50 caravanes et véhicules, et que le lieu-dit a été aménagé en containers et branchements électriques,
- Qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prévoir les conditions de cette occupation et de prévenir au mieux, dans ces conditions et jusqu'au 29/06/2014 les risques de trouble à l'ordre public notamment en matière sécurité et de salubrité publique,

Décide en conséquence :

Article 1^{er} :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur ESPADE et Monsieur HERNEMANN veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assurée la sécurité tant des biens que des personnes présents sur les terrains occupés.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- de ne pas allumer de feux ;
- de ne pas organiser de barbecue ou tout autre évènement susceptible de mettre en danger les biens et les personnes
- de ne pas opérer de raccordements électriques « sauvages » sur le réseau public ou sur tout réseau privé à proximité des terrains occupés.

Article 2 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur ESPADE et Monsieur HERNEMANN veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'occupation des terrains concernés soit effectuée dans des conditions de salubrité acceptables.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- de conserver et rendre les lieux dans le même état de propreté qu'elle les aura trouvés en arrivant
- de respecter le site et l'environnement
- d'organiser la collecte des déchets sur le terrain occupé
- d'organiser le traitement des eaux usées en empêchant notamment tout déversement non-autorisé

Article 3 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur ESPADE et Monsieur HERNEMANN sont responsables des dommages qui pourraient survenir aux biens et aux personnes sur le site, et ce durant toute la durée de l'occupation.

Article 4 :

A défaut pour l'association de respecter la date de départ annoncée, une procédure d'expulsion sera engagée à l'encontre des occupants.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE

Publiée le : 26/6/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché public passé en procédure
adaptée pour "l'achat d'un chariot élévateur tout
terrain avec remorque dédiée".
N°4B0091**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat d'un chariot élévateur tout terrain avec remorque dédiée pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché ordinaire procédure adaptée. La durée du marché se confond avec le délai d'exécution.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique pour 50%, le prix pour 40% , le coût d'utilisation des principales pièces de rechange pour 5% et la durée de garantie supplémentaire gratuite pour 5%.
- Qu'après analyse, la société GLIOZZO MANUTENTION, 18 avenue du Général de GAULLE, ZAE les hauts de Fabrègues 34 690 FABREGUES a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché public « l'Achat d'un chariot élévateur tout terrain avec remorque dédiée N° 4B0091 » à la société GLIOZZO MANUTENTION pour un montant total de 38 550 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188 chapitre 900.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 27/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/6/2014
Notifiée le :

**Marché public: transport retour d'oeuvres d'art pour
l'exposition Dernières Nouvelles de l'Ether à la
Panacée
N°4B0121**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Que les œuvres composant l'exposition *Dernières nouvelles de l'Ether*, présentée à la Panacée de février à juin 2014, doivent être renvoyées par transporteur spécialisé à leurs propriétaires ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de deux mois à compter de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise ALYTE, 11 rue de la République, 42 000 Clermont Ferrand, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de transport retour d'œuvres d'art pour l'exposition *Dernières Nouvelles de l'Ether* à la Panacée à l'entreprise Alyte, pour un montant de 18 450 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 01/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 02/07/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance logicielle Licences Oracle
Database Standard Edition
Marché N° 4B0120**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a fait en 2012 l'acquisition de licences Oracle Database Standard Edition dont il faut assurer la mise à jour ainsi que la montée de niveau ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28.II du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché unique, pour une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction ;
- Que le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité conformément à l'article 35.II.8 ;
- Que la société ORACLE France sise 15 boulevard Charles de Gaulle – 92715 COLOMBES Cedex a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ORACLE France, pour une durée d'un an tacitement reconductible deux fois, à compter du 28 mai 2014 pour un montant total maximum de 30 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 27/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 30/06/2014
Notifiée le :

**Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision n° 24134

**Attribution d'un marché passé
selon une procédure adaptée
Travaux de restauration
du pont Vialleton
Marché de travaux 4D0011**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1351/T/R du 29/04/2014 donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, 1^{ère} adjointe au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation de travaux de restauration du pont Vialleton ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché de travaux pour une durée de 13 mois (dont 1 mois de préparation) ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- La valeur technique de l'offre appréciée à l'appui du cadre du mémoire technique : 70%
 - 2- Le prix : 30%
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 17 juin 2014 a considéré l'offre du groupement SELE/JNTP (65 Rue Octave Camplan, 30000 Nîmes) comme économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Travaux de restauration du pont Vialleton » au groupement SELE/JNTP pour un montant de 478 551,48 € HT (solution de base avec les 2 prestations supplémentaires) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la mission Grand Cœur, Chapitres 928, 908 et 903.
- D'autoriser Monsieur le maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec le groupement retenu ;

Montpellier, le 27/6/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame la Première
Adjointe
Stéphanie JANNIN**

**Publiée le : 20/6/2014
Notifiée le :**



glo

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ FEBVRE
Christophe

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 12V0231.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 29 novembre 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à l'association « LA MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE », visant à procéder à l'édification d'une résidence d'accueil intergénérationnelle, route de Mende ;
- Que M. FEBVRE Christophe a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/05/2014 sous le n° 1402634-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le **23/06/2014**

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué,
Max LEVITA

Publiée le : **24/06/2014**
Notifiée le :



CONTENTIEUX
Ville c/ Mr Abdelkader AMEUR
Recours contre la décision du 14 avril 2014 de reprise
du travail à 50%

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Abdelkader AMEUR a déposé un recours (n°1402866-3) contre la décision du 14 avril 2014 lui imposant la reprise du travail à 50% pendant trois mois ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/06/2014
Notifiée le :

Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour des prestations informatiques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin régulièrement de prestations informatiques pour la réalisation d'applications, d'outils d'aide à la décision ou de solutions de dématérialisation ;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, en fonction de la charge de travail de ses services, n'est pas toujours en mesure de répondre à ces besoins dans le délai souhaité ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet la réalisation de ces prestations ;
- Que l'UGAP a mis en place un marché de Prestations Intellectuelles Informatiques proposant la réalisation forfaitaire de prestations informatiques ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 150 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitres 900 et 920 ;

Montpellier, le 27/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 30/6/2014

Notifiée le :

Marché à procédure adaptée n° 3C0632
Maintenance des logiciels informatiques du Poste
Central de régulation du trafic "PETRARQUE"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la maintenance des logiciels informatiques du Poste Central de régulation du trafic « PETRARQUE » de la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une procédure adaptée sans mise en concurrence pour un marché à bons de commande, conformément aux articles 28-II et 77 du Code des Marchés Publics, la société GERTRUDE – 9 rue de Ségur 33000 BORDEAUX, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité à la société GERTRUDE pour un montant annuel minimum de 10 000,00 € HT et un montant annuel maximum de 29 000,00 HT, et ce pour une période de un an à compter de sa notification, reconductible trois fois ;
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne de crédit 2159, chapitre 928 ;

Montpellier, le 30/6/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Luc ALBERNHE

Publiée le : 01/07/2014
Notifiée le :



**Attribution d'un marché public passé selon la
procédure adaptée pour l'achat de matériels
d'imprimerie.
N° 4B0077**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériels d'imprimerie pour le Service Imprimerie de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 (procédure adaptée sans minimum et avec un maximum) pour le lot n°1 et 77-1 (marchés à bons de commandes) pour le lot n°2, du Code des Marchés Publics sous la forme d'un MAPA (MAPA n°4B0077).
Le marché est conclu pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification pour la partie acquisition du lot n°1 et du lot n°2, et 5 ans à partir de la date de mise en service de la machine pour la partie maintenance du lot n°2
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (achat d'un perforeur) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Qu'après analyse, la société **CP BOURG** Parc d'affaires SILIC – F – 94 573 RUNGIS France pour le lot 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (achat d'un duplicopieur numérique avec contrat de maintenance sur 5 ans) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Qu'après analyse, la société **RISO France** Agence de Montpellier, 159 rue de Thor, immeuble Business PLAZA, bât 3 34 000 MONTPELLIER pour le lot 2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « achat de matériels d'imprimerie » N° 4B0077 :
 - A la société **CP BOURG** pour le lot 1, pour un montant de 2 800 € HT.
 - A la société **RISO France** pour le lot 2, pour un montant total maximum de commandes de 24 000 € HT (coût de l'acquisition 13 000 € HT et coût des copies au mille 4.20 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6156 et sur le budget investissement, nature 2188 chapitre 900.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le ~~27~~ 16/01/14

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/01/2014
Notifiée le :

**Marché passé selon une procédure adaptée n°3C0626
Fabrication et pose de totems de feux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué ;
- Vu la décision n° 2014/0107 du 21 mai 2014 attribuant à la société EMPREINTE un marché passé selon une procédure adaptée pour la fabrication et la pose de totems de feux ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'annuler la décision susvisée en raison d'une erreur matérielle dans le montant du marché ;
- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la fabrication et la pose de totems de feux pour le contrôle d'accès à l'aire piétonne du centre historique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28-I et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 28 janvier 2014, la société EMPREINTE – 28 avenue de la Mouyssaguère BP 6 - 31280 DREMIL-LAFAGE, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'annuler la décision n° 2014/0107 du 21 mai 2014 ;
- D'attribuer le marché à bons de commande précité à la société EMPREINTE, pour un montant annuel maximum de 40 000 € HT (sans montant minimum), pour une période de un an à compter de sa notification, renouvelable par périodes successives de un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne de crédit 14665, chapitre 908.

Montpellier, le 30/01/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 01/07/2014
Notifiée le :

REFORMES ET CESSIONS DES MATERIELS ET DES VEHICULES

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 24 avril 2014 (n° 2014/157), il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'accepter que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules.
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-22 10° visant les aliénations de gré à gré)
- Qu'à la suite de l'état de vétusté des véhicules du Service Parc Auto, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.
- Qu'à la suite de la dépose d'un transformateur de marque UNELEC de 1988 poids total 500 Kg dont 75 kg de cuivre et 310 kg d'acier environ, au Service Energie, il convient de céder ce matériel. Ce matériel est exempt de PCB. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. L'estimation du service du prix de départ est de 100 €.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2014 du Service Relations aux Utilisateurs, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner les unités centrales, les écrans et les imprimantes. Pour cela, l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

- Qu'à la suite du renouvellement de 2014 du parc informatique dans les écoles de la ville, du Service Ateliers, les matériels dont la liste est jointe en annexe doivent être réformés. Ce type de matériel, n'ayant aucune valeur marchande, sera recyclé par une entreprise spécialisée.

- Qu'à la suite de l'obsolescence de 5 lecteurs de microfilms, le Service des Archives municipales souhaite céder ces matériels : un appareil de marque Canon acquis en 1994 (estimation 50 €) et que 4 appareils de marque Kodak acquis en 2000 (estimation 50 €) pièce. 2 téléviseurs obsolètes n'ayant plus d'utilité doivent être aussi cédés (estimation 50 €). Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu.

- Qu'à la suite du renouvellement du mobilier scolaire et de restauration dans le cadre du programme 2014 du Service Ateliers, du renouvellement des fauteuils du cinéma Nestor Burma et des fauteuils de la Salle Feuillade ainsi que du matériel de projection, il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces matériels seront donnés à 3 associations à titre gracieux : Solidarité France Afrique Caraïbe, Plateforme Humanitaire et de Solidarité de L'Hérault et l'Association Humanitaire internationale.

- Qu'à la suite du renouvellement du matériel entretien espaces verts 2014 du Service Ateliers, il convient de céder une tondeuse auto portée de marque Kubota –type-G1900-série 11655-année 2001 estimation du service 250 €. Ce matériel a une lame de coupe hors service et des problèmes moteur. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des matériels et véhicules.
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme le Centre 113
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels réformés des Services Energie, des Archives et Ateliers par l'organisme AGORA STORE.
- D'autoriser la réforme du matériel du Service Ateliers donné à titre gracieux à 3 associations : Solidarité France Afrique Caraïbe, Plateforme Humaine et de Solidarité de l'Hérault et l'Association Humanitaire Internationale.
- D'autoriser le recyclage des matériels réformés du Parc Informatique par une entreprise spécialisée à titre gracieux.
- D'autoriser le recyclage des matériels réformés du Service Relations aux utilisateurs par une entreprise spécialisée Informatique Plus Protection de l'Environnement à titre gracieux.
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6231, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Montpellier, le 27/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/6/2014
Notifiée le :

DECISION



**MARCHE PUBLIC - CREATIONS,
MAINTENANCE, ET ENTRETIEN DES
EQUIPEMENTS PUBLICS DE DEFENSE
INCENDIE**



N°4D0015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville doit entretenir les équipements publics de défense incendie
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible trois ans.

Le montant annuel des prestations sera compris entre :

- Lot 1 Maintenance et entretien : mini 40 000 € HT et maxi 160 000 € HT
- Lot 2 Grosses réparations et créations : mini 80 000 € HT et maxi 320 000 € HT

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour les deux lots :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)
 - Prix des prestations (40%)

- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 17 juin 2014 a considéré les offres économiquement les plus avantageuses suivantes :

- VEOLIA pour le lot 1 : maintenance et entretien
- SADE pour le lot 2 : grosses réparations et créations

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché créations, maintenance et entretien des équipements publics de défense incendie aux entreprises VEOLIA pour le lot 1 et SADE pour le lot 2.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 2315 fonction 816
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

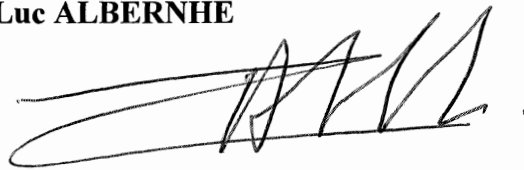
Montpellier, le 30/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Luc ALBERNHE

Publiée le : 01/07/2014

Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC - Marché à bons de commande
pour des missions de contrôles techniques pour des
travaux de rénovations d'équipements techniques dans
des bâtiments existants - N° 4B0127**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N° 2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il a lieu de réaliser des missions de contrôles techniques lors des travaux de rénovations d'équipements techniques pour des bâtiments existants ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande à lot unique pour une durée allant de sa notification au 31/12/2014 ; sans reconduction possible, pour un montant maximum de 50 000 €HT ;
- Le critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le prix au regard de la simulation du montant des prestations ;
- Qu'après analyse, l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS, située au 725, rue Louis Lépine – Le Millénaire à MONTPELLIER (34000) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande pour des missions de contrôles techniques pour des travaux de rénovations d'équipements techniques dans les bâtiments existants à l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, et en particulier nature 21318, fonction 900 et nature 21312, fonction 902 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 30/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 01/07/2014
Notifiée le :



Direction de la Culture et du Patrimoine
La Panacée

Modification d'une régie d'avance
Extension et précision des dépenses autorisées

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision 309 du 26 juillet 2012, relative à la création d'une régie d'avance,
- Vu la décision n°2013/242 du 09 Août 2013, relative à la modification de la régie d'avance,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 23 Juin 2014,
- Vu l'arrêté n°201/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant : que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avance de la Panacée, il est nécessaire d'en élargir les dépenses et d'apporter une précision à l'une d'entre d'elles.

DECIDE

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance « La Panacée » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,

Article 2 : La régie est installée 14, rue de l'école de Pharmacie, 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Petit matériel, papeterie, livres, cartes téléphoniques prépayées pour l'achat d'applications en ligne, **catalogues et documentation sur différents supports**, travaux d'impression et tirages photos, petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, de décoration, de scénographie, petites prestations d'artistes, location de matériel audiovisuel, de véhicules, transports d'œuvres d'art, frais postaux, **frais de douane dans le cadre des transports d'œuvre**,
- Frais de réception, **alimentation, boissons**, déplacement, hébergement, restauration, parking pour les artistes ou invités, billets d'entrée dans les musées et autres structures culturelles, alimentation et boissons,
- Acompte sur contrats de cession,
- **Remise de Per diem dans le cadre des contrats le stipulant.**

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte Bleue.

Article 5 : Un compte de dépôt de fond est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 4 000 €.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 10/7/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11/7/2014

Notifiée le :

**REFINANCEMENT DU PRET MIN 280296EUR
DE 5,5 M€ CONCLU AUPRES DE LA BANQUE
POSTALE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le contrat de prêt long terme n° MIN280296EUR (réf. Ville n° 13002) d'un montant de 5.500.000 euros, conclu le 09 août 2013 auprès de la Banque Postale, a pour date maximum de consolidation le 01 juillet 2014,
- Que le besoin de financement des investissements 2014 de la Ville ne nécessite pas la mobilisation de ce prêt à cette date,
- Que l'offre de réaménagement du prêt n° MIN280296EUR et les conditions générales version CG-LBP-2014-03 y attachées proposées par la Banque Postale en date du 24/06/2014 répondent à notre demande de recul de la date maximale de consolidation,
- Que les caractéristiques principales de l'offre de réaménagement sont les suivantes :

La Ville de Montpellier contracte auprès de La Banque Postale un contrat de prêt d'un montant de 5 500 000,00 EUR pour refinancer le contrat ci-après en date d'effet du 01/07/2014 :

| Numéro du contrat de prêt quitté | Score Gissler | Capital restant dû (en EUR) | Capital refinancé (en EUR) | Taux d'intérêt | Date de la dernière échéance d'intérêts | Date de la prochaine échéance d'intérêts | Indemnité compensatrice indicative (en EUR) | Rompus indicatifs (en EUR) | Intérêts courus non échus indicatifs (en EUR) | Durée résiduelle |
|----------------------------------|---------------|-----------------------------|----------------------------|-------------------------|---|--|---|----------------------------|---|------------------|
| MIN280296EUR | 1A | 5 500 000,00 | 5 500 000,00 | EURIBOR 12 Mois + 1,44% | 01/07/2014 | 01/07/2015 | 536 250,00 | - | - | 15 ans |
| TOTAL | | | 5 500 000,00 | | | | 536 250,00 | - | - | |

Le prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses dispositions.

Le montant total refinancé est de 5 500 000,00 EUR.

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.

- Score Gissler : 1A

- Montant du contrat de prêt : 5 500 000,00 EUR

- Durée du contrat de prêt : 16 ans

Phase de mobilisation revolving :

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

- Durée : 1 an soit du 01/07/2014 au 01/07/2015.
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation.
- Montant minimum de versement : 150 000,00 EUR.
- Taux d'intérêt annuel : index EONIA post-fixé assorti d'une marge de + 1,93%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours.
- Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle.
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé.
- Revolving : oui.
- Montant minimum du remboursement : 150 000,00 EUR.

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 01/07/2015 au 01/07/2030 :

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 01/07/2015 par arbitrage automatique.

- Montant : 5 500 000,00 EUR.
- Durée d'amortissement : 15 ans.
- Taux d'intérêt annuel : à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : index EURIBOR 12 mois, assorti d'une marge de + 1,47%.
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours.
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle.
- Mode d'amortissement : constant.
- Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,35%.
- Option de passage à taux fixe : oui.
- Date d'effet du passage à taux fixe : le 01/07/2015 ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure.
- Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
- Remboursement anticipé : autorisé avec un préavis de 50 jours calendaires, à une date d'échéance d'intérêts, pour tout ou partie du montant du capital restant dû. Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulées. Toutefois, à la date de la dernière échéance d'intérêts de la durée d'application du taux fixe, les modalités de remboursement anticipé applicables sont celles définies pour la tranche sur taux indexé.

Commissions :

- Commission d'engagement : 0,20 % du montant du contrat de prêt.
- Commission de non-utilisation : 0,10 %.

Décide en conséquence :

- D'accepter l'offre de réaménagement du prêt n° MIN280296EUR,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 27/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

M. LEVITA
Adjoint au Maire

Publiée le : 30/6/2014

Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER / SAS ICADE et SAS PARALU
**Requête en responsabilité à la suite d'un référé-
expertise**
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le 4 avril 2012, un châssis équipant une fenêtre de la crèche du nouvel Hôtel de Ville est tombé sur une auxiliaire de puériculture
- Que par requête en référé-expertise au Tribunal de Grande Instance en date du 10 avril 2012 la Ville a sollicité la nomination d'un expert afin qu'il détermine la nature, la cause et l'origine des désordres ainsi que la nature des travaux à réaliser et leur coût ;
- Que l'expert, nommé par ordonnance en date du 26 avril 2012, a rendu son rapport le 21 juin 2013 aux termes duquel il impute l'origine des désordres à un défaut de conception et de fabrication des châssis par la SAS PARALU;
- Que la Ville souhaite engager la responsabilité de la SAS ICADE et de la SAS PARALU pour obtenir réparation des préjudices subis ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/07/2014
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK Serge
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP
34172 14 00326

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 16/05/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par M. PAULET Christophe, visant à procéder à la pose d'un store déroulant en façade, 16 rue Diderot ;
- Que M. KOCIAK Serge a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 30/05/2014 sous le n°1402758-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/07/2014
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Espaces collaboratifs : Maintenance et
évolution, circuits
Marché N° 4B0125**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de recourir à de l'assistance et du conseil afin d'assurer la montée en puissance et l'évolution de son portail dans l'environnement Sharepoint 2013 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour le :

Lot 1 : Espaces collaboratifs : Maintenance et évolution

- Expérience du candidat dans des missions comparables (CV) (40 %)
- Prix de la prestation (40 %)
- Capacité à s'adapter et à réagir en fonction des besoins réels de l'équipe (disponibilité) (20 %)
- Qu'après analyse, la société NEOS-SDI sise 15 rue Auber – 75009 PARIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;
- **Lot 2 : Espaces collaboratifs : circuits**
 - Expérience du candidat dans des missions comparables (CV) (40 %)
 - Prix de la prestation (40 %)
 - Capacité à s'adapter et à réagir en fonction des besoins réels de l'équipe (disponibilité) (20 %)
- Qu'après analyse, la société NEOS-SDI sise 15 rue Auber – 75009 PARIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour le :

Lot 1 : Espaces collaboratifs : Maintenance et évolution

à la société NEOS-SDI, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 50 000 € HT sur la durée du marché ;

Lot 2 : Espaces collaboratifs : circuits

à la société NEOS-SDI, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 20 000 € HT sur la durée du marché ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 07/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/07/2014

Notifiée le :

**Attribution du marché Fondations spéciales pour
modules préfabriqués - marché n° 4D00124900**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Que lors de la mise en place de modules préfabriqués, il y a lieu de procéder à des fondations spéciales afin de respecter la réglementation en vigueur ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément l'art 33 aliné 3 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible deux fois ;
- Que les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
 - o Prix des prestations : 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 juin 2014 a attribué le marché à l'entreprise AZUARA, sise 1 avenue de Général De Gaulle à Fabrègue – 34690 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

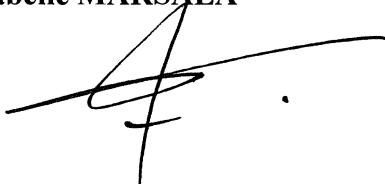
Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché à bons de commande de fondations spéciales pour les modules préfabriqués avec l'entreprise AZUARA, sans montant minimum ni montant maximum pour une durée d'un an reconductible deux fois
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville section investissements, fonctions 90212 et 90211, nature 2313
- d'autoriser Monsieur le maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 09/07/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 10/07/2014
Notifiée le :





**Saisine de la Commission Consultative des Services
Publics Locaux - 2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant :

Qu'il y a lieu d'examiner au titre de l'exercice 2013 :

- Le rapport du délégataire de service public concernant le réseau de chaleur et de froid,
- Le rapport du délégataire de service public concernant la crèche Joséphine Baker,
- Le rapport du délégataire de service public concernant la fourrière automobile,
- Les rapports des délégataires de service public concernant les parcs de stationnement,
- Le renouvellement de la délégation de service public du parking Arceaux,
- Le renouvellement de la délégation de service public de la crèche Joséphine Baker.

Décide en conséquence :

De saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux à la date du 15 juillet 2014 à 14h30 pour les affaires indiquées ci-dessus.

Montpellier, le 10/7/2014

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 11/7/2014

Notifiée le :

**Prestation de maintenance multitechnique preventive,
corrective, corrective et evolutive des installations du
Parc Zoologique. Avenant n°1 au marché de prestation
de service n°0G512710**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2014/1344/T/R donnant délégation à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire ;
- Vu le code des Marchés Publics et en particulier l'article 20 ;
- Vu le marché public n°0G512710 « Prestations de maintenance multitechnique préventive, corrective et évolutive des installations du parc zoologique » ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif à la « prestation de maintenance multitechnique, corrective et évolutive des installations du parc zoologique » du marché 0G512710 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif à la « prestation de maintenance multitechnique, corrective et évolutive des installations du parc zoologique » du marché 0G512710 ;

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation, la Ville a attribué à la société EUROGEM le marché n° 0G512710 : « Prestations de maintenance multitechnique préventive, corrective et évolutive des installations du parc zoologique » ;
- Qu'en raison de l'évolution imprévisible de la réglementation concernant les installations concernées et l'évolution des travaux de mise aux normes du parc, le parc zoologique a eu des difficultés dans la détermination de ses besoins pour le futur marché et celui-ci n'a pu être relancé avant son échéance ;
- Qu'en raison de la nécessité absolue d'avoir recours à une prestation de maintenance pour la sécurité et le bien-être des animaux, du public et d'assurer le bon fonctionnement du parc ;
- Que le parc zoologique n'est pas en mesure d'effectuer cette maintenance par ses propres moyens ;
- Que les évolutions des infrastructures du parc zoologique, les difficultés inhérentes au fonctionnement plus difficile que prévu de la serre amazonienne, il convient d'effectuer une réévaluation du seul tarif de maintenance préventive (3 100 € HT / mois contre 1 983 € HT / mois tel que prévu au marché) ;
- Que tous les autres tarifs du bordereau des prix unitaires des travaux de maintenance corrective restent identiques ;
- Le montant maximum annuel prévu au marché reste lui aussi inchangé ;

Décide en conséquence :

- De signer un avenant avec la société Eurogem – Agence Eurogem 34 174 route de Baillargues 34130 MAUGUIO - pour prolonger la durée du marché à compter du 05 juillet 2014 jusqu'au 05 décembre 2014,

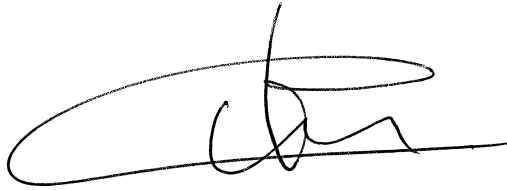
- D'imputer la dépense sur le budget 2014 de la Ville de Montpellier- Direction Parc Darwin ; Ligne 2297 nature 6156 fonction 928 832
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant avec l'entreprise titulaire et plus généralement, tout document relatif à cette affaire,
- De dire que Monsieur le Directeur Général des Services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,
- Que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 15/7/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christophe COUR

Publiée le : 16/7/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché négocié sans publicité ni mise
en concurrence article 35 - II - 8 du Code des Marchés
Publics. Prestation de maintenance du photocopieur
couleur, marque XEROX, du service imprimerie
jusqu'au 31 décembre 2014.**

N ° 4B0145

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite de la Décision n°30 345 en date du 04 février 2008, la Ville de Montpellier s'est dotée d'un photocopieur couleur de marque XEROX pour son service imprimerie.
- Qu'à la suite de la Décision n°33 868 en date du 30 mars 2009, le marché de la maintenance de cette machine a été attribué pour 5 ans à la société XEROX SAS, Immeuble Le Jade, 253-255 avenue du Président WILSON 93 200 La Plaine Saint Denis.
- Qu'à la suite d'un appel d'offres infructueux pour renouveler le matériel, un nouvel appel d'offre va être mis en œuvre afin de procéder à son renouvellement.
- Qu'il convient d'établir un marché (n°4 B0145), afin de poursuivre l'exploitation de la machine actuelle jusqu'au 31 décembre 2014, sur la base de l'article 35-II-8 du Code des marchés Publics (marché qui ne peut être confié qu'à un opérateur économique pour des raisons techniques).

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché Prestation de maintenance du photocopieur couleur, marque XEROX pour un montant total maximum de dépenses de 60 000 € HT jusqu'au 31/12/2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6156, chapitre 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/07/2014
Notifiée le :